



**RAPPORT SEMESTRIEL D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(MAI à OCTOBRE 2016 – ANNEE FISCALE 2017)**

SITUATION AU 31 OCTOBRE 2016

Sommaire

I. Introduction et vue d'ensemble	3
II. Administration douanière	14
III. Administration fiscale	15
IV. Gestion des finances publiques	17
V. Statistiques macroéconomiques	21
VI. Statistiques des finances publiques	23
VII. Gestion de la dette publique	25
VIII. Régulation et supervision bancaire	27

Tableaux

Tableau 1. Exécution du programme de travail 2016-2017 au 31 octobre 2016.....	4
Tableau 2. Nombre d'activités réalisées au 31 octobre 2016	5
Tableau 3. Mise en œuvre du cadre logique d'Afritac Centre 2012-2016.....	6
Tableau 4. Administration douanière : synthèse des activités	15
Tableau 5. Administration fiscale : synthèse des activités	16
Tableau 6. Gestion des finances publiques : synthèse des activités	18
Tableau 7. Statistiques macroéconomiques : synthèse des activités.....	21
Tableau 8. Statistiques des finances publiques : synthèse des activités	24
Tableau 9. Gestion de la dette publique : synthèse des activités	26
Tableau 10. Régulation et supervision bancaire : synthèse des activités.....	28

Figures

Figure 1. Ressources planifiées/utilisées au 31 octobre 2016 par pays/région.....	9
Figure 2. Activités réalisées au 31 octobre 2016 par pays/région	9
Figure 3. Ressources planifiées/utilisées au 31 octobre 2016 par domaine.....	10
Figure 4. Activités réalisées au 31 octobre 2016 par domaine	11
Figure 5. Utilisation des experts court terme régionaux au 31 octobre 2016	13

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Ce rapport présente, au 31 octobre 2016 la synthèse des activités réalisées par le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) durant du premier semestre de l'année fiscale 2017 qui couvre la période allant du 1^{er} mai 2016 au 30 avril 2017.
2. Faisant suite à la décision prise lors de la 16^{ème} réunion du Comité d'Orientation organisé à Libreville le 28 avril 2014 de limiter à une le nombre des réunions annuelles, le présent rapport est soumis aux membres du Comité pour leur information.
3. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 est établi en tenant compte des objectifs stratégiques définis dans le cadre logique du Centre à l'échéance du second cycle de financement étendue au 31 octobre 2017 suite à la décision du Comité d'Orientation au cours de sa 17^{ème} réunion le 26 mars 2015 à Ndjamena. Ces objectifs, leurs critères de réalisation, et les étapes intermédiaires sont déclinés par domaine d'activités, dans le cadre logique du Centre (cf. annexe 1).
4. Dans ce cadre, le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres s'agissant des principaux axes d'intervention, et des priorités des réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités de l'AFRITAC Centre sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Les activités sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre des réformes.
5. Le programme couvre également l'appui à la mise en œuvre des réformes régionales, qu'il s'agisse de travaux en collaboration avec les institutions régionales (CEEAC, CEMAC, BEAC, et COBAC), des activités au niveau des États pour l'internalisation de ces réformes ainsi que des séminaires régionaux.
6. Les activités du premier semestre de l'année fiscale 2017 ont été réalisées dans le cadre de projets pluriannuels et de missions ponctuelles d'assistance technique en tenant compte des objectifs retenus dans le cadre logique 2013-2016 d'AFRITAC Centre.

Exécution du programme de travail

7. Pour le premier semestre de l'année fiscale 2017, les activités ont été programmées à hauteur de 260 personnes semaines. La plus grande part de ces activités est réalisée directement par l'équipe des six conseillers résidents, l'autre partie faisant appel à des

experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents.

8. Entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 2016, 201 personnes semaines (conseillers et experts) ont été consacrées au renforcement des capacités des administrations des pays membres, soit un taux de réalisation du programme de 77 pour cent (cf. tableau 1).

9. Les pays fragiles ont bénéficié de 82 pour cent des ressources planifiées au cours du semestre. Ce taux démontre l'importance accordée par le Centre au soutien aux pays fragiles. Quant aux pays de la CEMAC, ils ont bénéficié de près de la moitié du volume des activités du Centre sur la même période (cf. tableau 1).

**Tableau 1. Exécution du programme de travail 2016-2017 au 31 octobre 2016
(En personnes semaines)**

Pays/Régional/ Séminaire	Ressources programmées (Mai 2016 - Octobre 2016)				Réalizations à fin Octobre 2016	Taux de réalisation (en %)
	Conseillers Résidents		Experts courts terme	Total		
	Siège	Site				
BURUNDI	6,5	6,0	6,0	18,5	13,0	70,3
CAMEROUN	7,0	10,0	6,0	23,0	3,5	15,2
CONGO	5,5	6,0	5,5	17,0	28,0	164,7
GABON	11,0	7,0	7,0	25,0	27,5	110,0
GUINEE-EQUATORIALE	3,0	3,0	4,0	10,0	6,5	65,0
RCA	9,0	9,0	16,5	34,5	10,0	29,0
RDC	14,5	22,0	16,0	52,5	50,0	95,2
TCHAD	7,0	9,0	10,5	26,5	21,0	79,2
Institutions Régionales	7,0	3,0	2,0	12,0	13,0	108,3
Séminaires Régionaux	15,0	11,0	15,0	41,0	28,5	69,5
Total	85,5	86,0	88,5	260,0	201,0	77,3
Pays fragiles	42,5	52,0	54,5	149,0	122,0	81,9
Pays de la CEMAC	42,5	44,0	49,5	136,0	96,5	71,0

10. Au cours de ce premier semestre de l'année fiscale 2017, plusieurs activités ont été reprogrammées ou reportées dans certains pays membres pour des raisons sécuritaires comme pour le Tchad, et d'autres pays où le FMI a suspendu des missions comme le Burundi, la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo. Toutefois, le Centre a pu organiser des ateliers techniques au profit des cadres du Burundi et de la République

Démocratique du Congo (gestion des finances publiques, statistiques des finances publiques, gestion de la dette publique, et supervision bancaire) au siège d'AFRITAC Centre à Libreville. Cette modalité de délivrance des activités entamée dès le premier semestre va se poursuivre au cours du second semestre pour minimiser l'impact de l'instabilité sécuritaire sur la réalisation du programme de travail et les résultats attendus.

11. Du 1^{er} mai au 31 octobre 2016, quarante-sept (47) activités ont été conduites sur sites dont trente (30) ont vu la participation des conseillers résidents (cf. tableau 2). Le Centre a par ailleurs organisé sept (7) séminaires régionaux dans l'ensemble des domaines couverts dont un multidisciplinaire couplant les domaines douanes à celui des impôts.

Tableau 2. Nombre d'activités réalisées au 31 octobre 2016

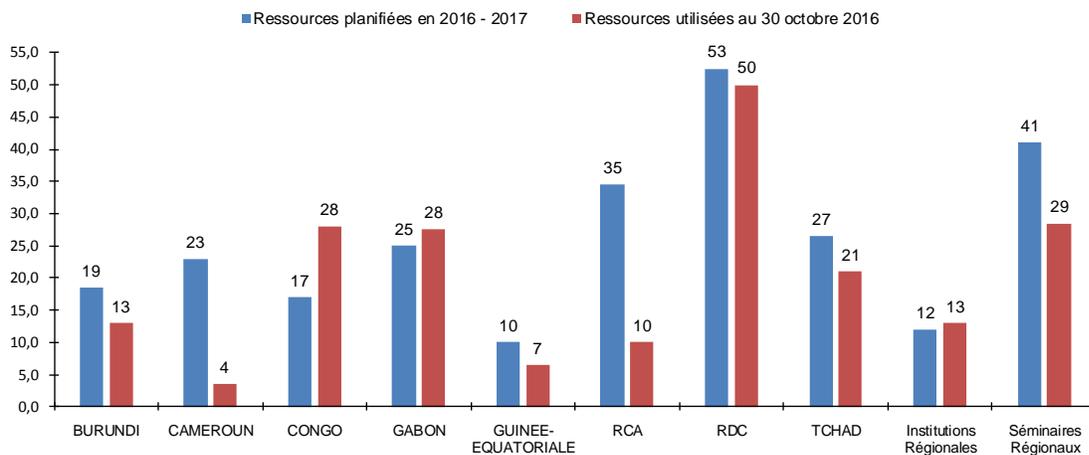
Activités	Réalisations
Nombre de missions	40
Nombre de mission des conseillers	30
Nombre de missions des experts court terme	33
Nombre de séminaires régionaux	7
Total des activités de la période	47

	Région AFRITAC	Burundi	Cameroun	RCA	Congo	RDC	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
Supervision bancaire et stabilité financière									
Axe 0 : Séminaires régionaux									
Axe 1 : Alignement des cadres légal et réglementaire sur les standards internationaux									
Axe 2 : Mise en place d'un système de supervision basée sur les risques et renforcement des capacités des superviseurs									
Axe 3 : Mise en place d'un dispositif de stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires									
Axe 4 : normes IFRS et transparence financière									

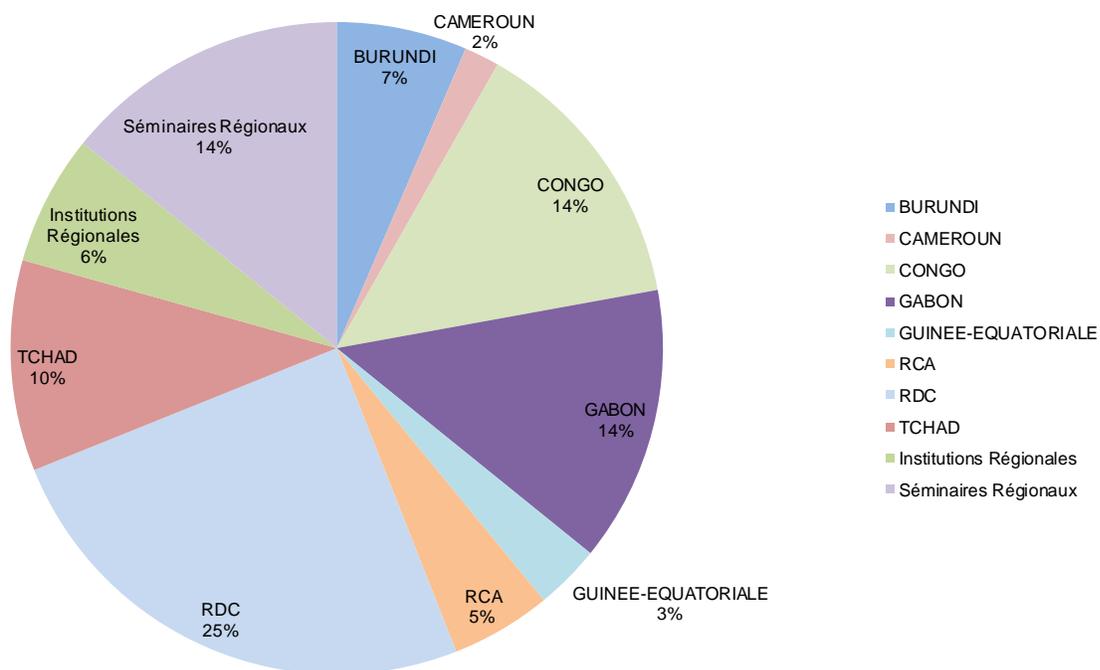
Situation par pays/région

13. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2017, les activités prévues ont été réalisées dans tous les pays membres malgré les conditions sécuritaires difficiles dans certains d'entre eux (cf. figures 1 et 2). D'une manière générale, l'exécution du programme est inférieure aux prévisions. Certaines activités programmées au profit du Burundi, de la Guinée-Equatoriale, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo ont dû être reportées. Ces reports ont pu être compensés par l'organisation d'activités initialement prévues au second semestre ou par des activités additionnelles au profit d'autres pays couverts par le Centre. L'annexe 2 à ce rapport présente, sous la forme d'un tableau synthétique, par pays bénéficiaire le programme d'activités d'AFRITAC Centre pour l'année 2016–2017 et l'exécution de ce programme au 31 octobre 2016. Ce tableau synthétise, pour chaque activité, les objectifs visés et les résultats obtenus.

**Figure 1. Ressources planifiées/utilisées au 31 octobre 2016 par pays/région
(En personnes semaines)**



**Figure 2. Activités réalisées au 31 octobre 2016 par pays/région
(En pourcentage des activités)**

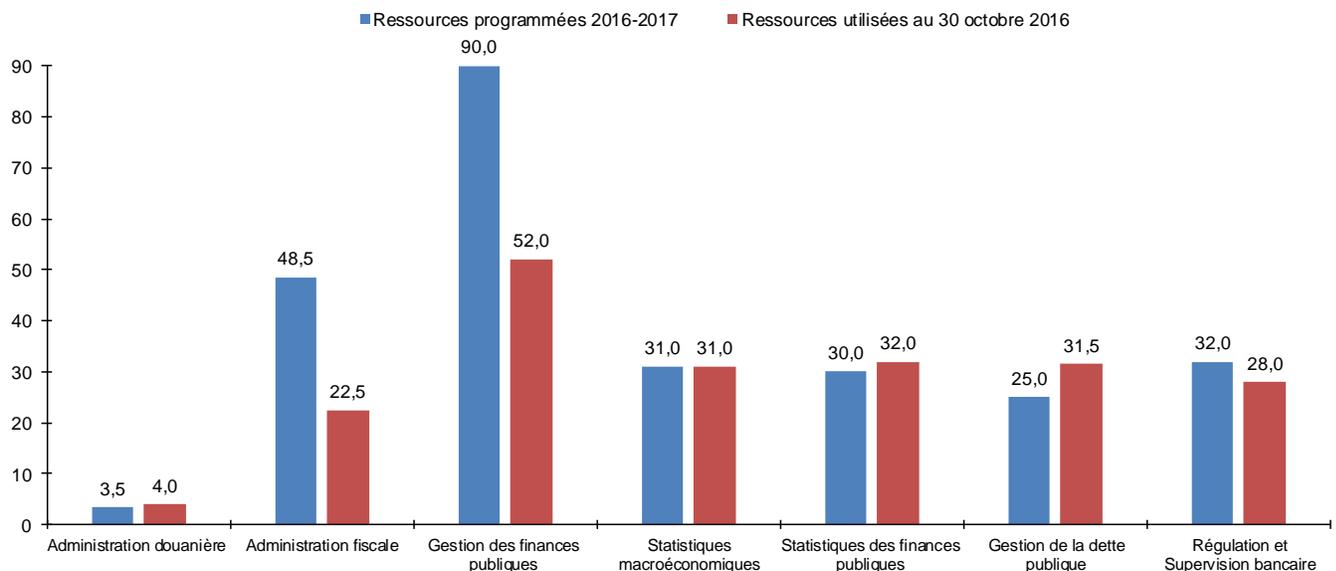


Situation par domaine d'intervention

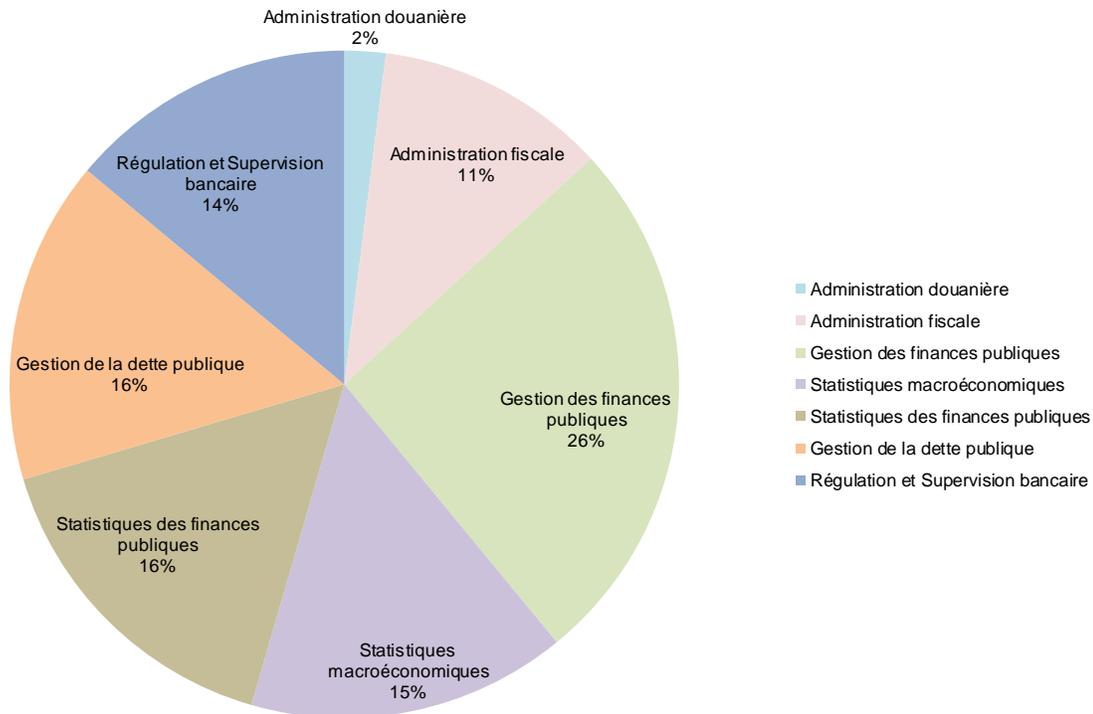
14. L'annexe 3 à ce rapport présente, sous la forme d'un tableau synthétique, par domaine, le programme d'activités d'AFRITAC Centre pour l'année 2016–2017 et l'exécution de ce programme au 31 octobre 2016. Ce tableau synthétise, pour chaque activité, les objectifs visés et les résultats accomplis. Le taux d'exécution des domaines de l'administration douanière, des statistiques et de la gestion de la dette publique se situe au-dessus des 100 pour cent par rapport aux ressources planifiées pour le semestre (cf. figure 3).

15. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2017, 39 pour cent des activités d'AFRITAC Centre concernent l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) ce qui est conforme à la programmation. Le domaine des statistiques (macroéconomiques et finances publiques) représente 31 pour cent des ressources utilisées durant l'exercice. Les domaines gestion de la dette et supervision bancaire couvrent les 30 pour cent de l'exécution totale (cf. figure 4).

**Figure 3. Ressources planifiées/utilisées au 31 octobre 2016 par domaine
(En personnes semaines)**



**Figure 4. Activités réalisées au 31 octobre 2016 par domaine
(En pourcentage des activités)**



Séminaires et appuis régionaux, apprentissage par les pairs

16. Au plan régional, Afritac Centre a poursuivi ses appuis à la CEMAC dans le cadre de (1) la relecture et de la mise à jour du code douanier. Cette activité a pu se réaliser avec la collaboration du département des finances publiques du FMI ; (2) la transposition de textes relatifs au cadre harmonisé des finances publiques en RCA notamment ; (2) la formation à la supervision basée sur les risques des cadres nouvellement recrutés à la BEAC et la COBAC.

17. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2017, AFC a organisé 7 (sept) séminaires régionaux respectivement sur les thèmes de : (1) l'intégration des missions douanes et impôts ; (2) la transparence et la performance dans l'élaboration de la loi des finances ; (3) l'initiation au système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) ; (4) la mise aux normes internationales et régionales des statistiques des finances publiques ; (5) l'accès au marché des capitaux internationaux ; (6) la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; et (7) la gouvernance et la lutte anti-blanchiment.

18. Parmi les séminaires organisés par le Centre durant l'année fiscale 2017, un d'entre eux était inter régional et organisé conjointement avec le Centre d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest AFRITAC Ouest 1. Il s'agit : du séminaire sur l'accès au marché des

capitaux internationaux (numéro 5 ci-dessus). Le Centre a par ailleurs organisé un séminaire régional multidisciplinaire sur l'intégration des missions douanes/impôts qui a permis aux cadres de la région de mieux appréhender les concepts et les outils de gestion de la performance (numéro 1 ci-dessus).

19. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2017 et au-delà de ses activités régulières, AFRITAC Centre a organisé une visite d'imprégnation de quatre cadres des services de la dette et du Trésor de la République Démocratique du Congo au sein du Ministère des Finances de la Tunisie, sur l'émission des titres publics.

Coordination et collaboration avec les autres partenaires au développement

20. Au cours du premier semestre, la coordination/collaboration avec les partenaires au développement se poursuit, en particulier dans les domaines des finances publiques (dépenses et recettes), des statistiques macroéconomiques et de la gestion de la dette. Les principaux partenaires avec lesquels les appuis d'AFRITAC sont coordonnés, voire menés conjointement, sont l'AFRISTAT, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'EUROSTAT, la Coopération allemande (GIZ), la Coopération française, le PNUD-Pôle de Dakar, et l'Union Européenne, notamment.

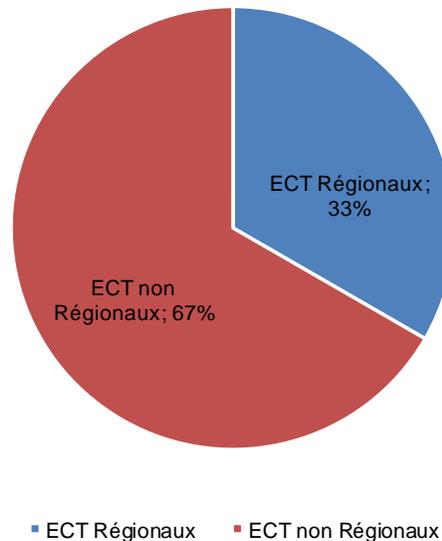
21. A titre d'exemple, au cours du premier semestre 2016–2017, AFRITAC Centre a poursuivi les projets annuels de performance en République du Congo avec le Pole PNUD de Dakar. Dans le domaine de la douane, AFRITAC centre mène le projet d'appui la modernisation de l'organisation et des procédures de l'administration douanière équato-guinéenne, en appui au projet de la Banque Africaine de Développement visant l'informatisation des opérations douanières et la mise en place du progiciel Sydonia.

22. Par ailleurs, les autres partenaires au développement sont régulièrement informés des activités menées par le Centre au cours de séances de restitution organisées en fin de mission des conseillers et experts ou à l'occasion des visites par le Coordonnateur.

Mobilisation de l'expertise régionale

23. Entre le 1er mai et le 31 octobre 2016, 33 pour cent des experts recrutés par le Centre l'ont été régionalement, conformément à l'objectif de développer le réseau de l'expertise régionale associés aux activités d'AFRITAC Centre (cf. figure 5). Ce taux témoigne de l'intérêt du Centre de promouvoir l'expertise locale pour une meilleure appropriation des réformes par les pays membres. Cette tendance va se maintenir et s'accroître durant le deuxième semestre de l'année fiscale 2017.

**Figure 5. Utilisation des experts court terme régionaux au 31 octobre 2016¹
(en pourcentage des activités)**



Principaux risques opérationnels

24. **La situation sécuritaire, l’engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales** chargées de la mise en œuvre des réformes constituent les facteurs de risques opérationnels les plus sérieux s’agissant de la réalisation des objectifs et des résultats tels que fixés par le cadre logique d’AFRITAC Centre.

- **Situation sécuritaire et stabilité politique.** Renforcer les capacités dans les Etats fragiles et notamment au Burundi, au Tchad, et en République Centrafricaine a été une priorité du programme de travail pour 2016–2017. Toutefois, l’exécution du programme dans ces Etats a fortement dépendu des conditions de sécurité et de la stabilité de l’environnement politique ;
- **Engagement des responsables et disponibilité des équipes nationales.** Compte tenu des modalités de délivrance des appuis par AFRITAC Centre, essentiellement par la mise à disposition de conseillers et experts pour des visites de courte durée, l’engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales à travailler avec ces conseillers et experts ont été essentiels, tout comme leur disponibilité à poursuivre les travaux entre deux visites des experts.

¹ Source: base de données du FMI.

Autres faits marquants intervenus entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 2016

Personnel d'AFRITAC Centre

27. M. Paulo Drummond a pris la direction du Centre au mois de septembre 2016. Il remplace M. Olivier Benon appelé à d'autres fonctions au sein du FMI.
28. Courant octobre 2016, Mme Agnès Turenne a succédé à Mme Uguen Marie-Christine au poste de Conseiller résident en gestion des finances publiques.
29. M. Alexis Boher est le nouveau Conseiller résident en supervision bancaire et stabilité financière. Il a pris fonction au mois d'octobre 2016 et remplace M. Jean-François Bouchard qui a quitté le Centre en fin août 2016.
30. M. Armel Houtsa est le nouveau Chef de projet du Centre. Il a pris fonction courant septembre 2016 et remplace à ce poste M. Aurelien Beko, Économiste/Chef de projet, qui a quitté ses fonctions en juin 2016.

II. ADMINISTRATION DOUANIÈRE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

31. Le programme de travail mai 2016–avril 2017 s'articule autour de deux axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013-2016 :
1. Renforcement de la coopération régionale et internationale pour la mise en œuvre du programme de création du marché commun ;
 2. Renforcement des capacités des administrations douanières, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

32. Au 31 octobre 2016, le programme de travail en administration douanière (cf. tableau 4) a été réalisé en étroite collaboration avec le programme d'assistance technique régional mis en œuvre par les services du département des finances publiques du FMI.

Tableau 4. Administration douanière : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	1	1	0
Nombre de missions du conseiller	1	0	-1
Nombre de missions d'expert court terme	0	1	+1
Nombre de séminaires régionaux	0	0	0
Total des activités de la période	1	0	0
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	3.5	4.0	+0.5

Au plan régional

33. En collaboration avec les services du département des finances publiques du FMI, le Centre a accompagné les travaux de relecture et mise à jour du Code des douanes de la CEMAC.

Situation par pays

34. Les activités menées entrent toutes dans le cadre de projets pluriannuels s'intégrant dans le programme régional de réforme et de modernisation des administrations douanières.

Guinée Equatoriale

35. La visite effectuée par anticipation a permis de : (1) définir de nouvelles procédures de dédouanement ; (2) élaborer des mécanismes de gestion des exonérations ; et (3) préparer des projets de texte établissant les missions et organisation des services. Ces outils sont tous indispensables à bonne implémentation de l'informatisation des services de la douane.

III. ADMINISTRATION FISCALE**A. Les principaux axes de l'assistance technique**

36. Le programme de travail mai 2016–avril 2017 s'articule autour de deux axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale ;
2. Renforcement des capacités régionales d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

37. Au 31 octobre 2016, le programme n'a pas été exécuté conformément à la programmation initiale (cf. tableau 5). Les récentes restrictions de voyage et la non-disponibilité des autorités de certains pays membres en sont les causes principales.

Tableau 5. Administration fiscale : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	16	8	-8
Nombre de missions du conseiller	10	4	-6
Nombre de missions d'expert court terme	6	4	-2
Nombre de séminaires régionaux	1	1	0
Total des activités de la période	17	9	-8
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	48	22	-26

Au plan régional

38. Le séminaire régional multidisciplinaire douanes/impôts a permis aux 22 participants de : (1) se familiariser aux concepts et outils de la gestion des performances ; (2) élaborer une boîte à outils de modernisation des procédures douanières et fiscales ; et (3) se familiariser à la gestion de l'outil d'information (ISORA/RA-FIT) des administrations douanière et fiscale. Cet accompagnement a permis à 6 pays membres sur les 8 que couvrent le Centre de clôturer cet exercice de mise à jour.

Situation par pays

Cameroun

39. La visite qui entre dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) élaborer un mécanisme de surveillance des importations de marchandises à risques ; et (2) former 35 cadres douaniers sur les prix de transfert et la valeur en douane.

Congo

40. L'activité menée visait le renforcement de la nouvelle unité de gestion des moyennes entreprises. Elle a permis de : (1) actualiser le portefeuille des entreprises ; (2) former 25 agents à la gestion, au contrôle et au recouvrement ; et (3) valider le manuel des procédures.

Gabon

41. La visite effectuée dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) élaborer un mécanisme de surveillance des importations de marchandises à risques ; et (2) former 25 cadres douaniers sur les prix de transfert et la valeur en douane.

Guinée Equatoriale

42. L'activité menée a permis de : (1) actualiser le chronogramme d'opérationnalisation du département des grandes entreprises ; (2) élaborer un projet de manuel des procédures ; (3) former 35 agents à la maîtrise des obligations fiscales et aux contrôles ponctuels ; (4) identifier les prérequis pour la mise en place d'un Département des moyennes entreprises ; et (5) proposer un cadre de collaboration entre la douane et les impôts.

République Centrafricaine

43. L'activité menée a permis de : (1) élaborer une matrice des mesures/actions à court terme ; (2) élargir l'assiette fiscal-douanière en croisant les données (44 grands importateurs inconnus identifiés, minoration des chiffres d'affaires de 25 grandes entreprises) ; (3) confectionner un plan d'apurement des restes à recouvrer et/ou des arriérés ; et (4) identifier les importateurs à risques et élaborer un programme de surveillance et de contrôles.

République Démocratique du Congo.

44. Le renforcement des capacités des 37 agents en charge de la gestion fiscale des grandes entreprises a permis de : (1) élaborer un plan d'actions de surveillance du respect des obligations fiscales et ; (2) élaborer un programme de contrôle ponctuel en matière de TVA. L'accompagnement de la mise en place des téléprocédures par les grandes entreprises minières, a permis de : (1) mettre à jour le chronogramme d'actions ; et (3) définir les contours de la dématérialisation du traitement des contrôles pour une meilleure traçabilité.

IV. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

45. Le programme de travail mai 2016–avril 2017 s'articule autour de six axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les États membres ;
2. Adoption et expérimentation des textes de mise en œuvre de la loi organique relative aux finances publiques (LOFIP) en RDC et au Burundi ;

3. Préparation des conditions de passage aux réformes de deuxième génération en matière de finances publiques ;
4. Présentation et exécution des budgets de programme pour des ministères pilotes ;
5. Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques ;
6. Renforcement des capacités humaines.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

46. Les activités du 1^{er} semestre de l'année fiscale 2017 ont été marquées par le départ en juillet 2016 de Marie-Christine UGUEN Conseiller résident en gestion des finances publiques (volet comptabilité).

Tableau 6. Gestion des finances publiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecarts
Nombre de missions	15	8	-7
Nombre de missions du conseiller	15	8	-7
Nombre de missions d'expert court terme	13	7	-6
Nombre de séminaires régionaux	1	1	0
Total des activités de la période	16	9	-7
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	90	52	-38

Au plan régional

47. La sixième édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des États membres d'Afritac Centre s'est tenue au mois de mai 2016 à Yaoundé (Cameroun). Le thème de cette 6^{ème} édition s'intitulait : « De la transparence et la performance dans l'élaboration de la loi de finances ». Le forum a produit et mis à la disposition des participants d'une part un calendrier type du processus d'élaboration du Projet de loi de finances et des annexes, et d'autre part un plan standard de circulaire budgétaire avec les éléments essentiels relatifs aux Macro Processus.

CEMAC

48. Le Centre a participé activement au séminaire sur la formation au suivi évaluation de la transposition et la mise en œuvre des directives CEMAC qui s'est tenu à Douala du 09 au 13 mai 2016. Le Centre a également fourni son appui aux Trente (30) participants invités à

la formation sur le suivi évaluation de la transposition et mise en œuvre du Plan Comptable de l'Etat de Brazzaville du 02 au 05 août 2016.

49. Le Centre a fourni son appui à la revue des projets de textes transposés par les États et soumis à l'avis de conformité de la CEMAC. Dans ce cadre, les textes de la République Centrafricaine ont été examinés. Il s'agit du Plan Comptable de l'Etat ; de la Nomenclature Budgétaire et du Règlement Général sur la Comptabilité Publique.

Situation par pays

Burundi

50. Dans le cadre de la 6ème mission sur la comptabilité, un atelier délocalisé au siège à Libreville a regroupé les services en charge de la comptabilité au Burundi. L'atelier a mis l'accent sur l'amélioration des documents comptables. Neuf fiches d'analyse de procédures comptables ont été élaborées pour faciliter la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques.

Congo

51. Les activités d'évaluation et du suivi de la mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur les budgets de programme (BP) et le cadre de performance a permis de recenser 17 projets annuels de performance livrés. Toutefois, la faible appropriation du processus par les services techniques en charge du budget a été constatée. Il a été retenu que les 17 autres projets annuels de performance seront réalisés par les services nationaux.

Gabon

52. Les activités relatives à l'amélioration de la présentation de loi de finances en intégrant les opérations sur ressources affectées (budgets annexes et comptes d'affectation) dans la loi de finances. Le document budgétaire s'est enrichi pour l'exercice 2017 de la prise en compte du fonds national de développement du sport en plus des deux précédemment identifiés : la pension et les allocations familiales.

53. S'agissant des organismes publics dotés de ressources affectées, un schéma institutionnel a été proposé pour renforcer la tutelle des établissements publics et l'intégration des informations financières desdits établissements en annexe à la loi de finances.

54. Dans le cadre de l'appui à la Réforme du Budget Programme un atelier a été organisé en faveur des magistrats et conseillers de la cour des comptes dans la perspective de

l'examen du premier projet de loi de règlement en mode programme. L'atelier a permis la mise à disposition d'une méthodologie et d'un projet de plan de rapport d'exécution de la loi de finances en mode BOP.

55. L'élaboration d'un plan de mise en œuvre du contrôle interne au Ministère de l'Education du Gabon a été rendu possible par l'organisation d'un atelier d'imprégnation sur le contrôle interne son contenu et sa portée à la lumière des innovations induites par la nouvelle loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget.

Guinée-Equatoriale

56. L'activité prévue au mois de juillet 2016 a été annulée suite à l'indisponibilité des autorités. L'Atelier de renforcement des capacités en matière de comptabilité générale devait permettre de dresser un état des lieux, pré requis, et des modalités de production des comptes de l'Etat conformément au cadre harmonisé des finances publiques 2011.

République Centrafricaine

57. Les activités d'assistance technique étaient suspendues en raison des échéances électorales et de la situation sécuritaire.

République Démocratique du Congo

58. Une mission d'immersion a été organisée au profit de quatre (4) cadres des ministères du Budget, des Finances et de la Santé de la République Démocratique du Congo. Un plan d'action a été élaboré par la mission pour la réalisation des projets annuels de performance et l'appropriation du processus par les services nationaux. Un appui a été également délivré sur les orientations dans la circulaire budgétaire 2017 pour annexer au projet de loi de finances les projets annuels de performance de cinq ministères et la cour des comptes.

59. L'évaluation du projet deux ans a permis de conclure à la réalisation des objectifs quantifiés de 13 projets annuels de performance. Cependant, l'appropriation par les services techniques nationaux reste faible. Il a été retenu que les services du budget accompagnent les ministères restant dans l'élaboration des Projets Annuels de Performance.

Tchad

60. La 4ème mission d'appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature adoptée par décret a permis de basculer la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature budgétaire. Les éléments d'un projet d'arrêté de mise en œuvre de la nouvelle nomenclature

a été mis à la disposition des autorités Tchadiennes.

61. Les activités du Centre ont permis le renforcement des capacités en comptabilité publique d'une douzaine de personnes et identification plan d'action prioritaire de fiabilisation de la balance des comptes de l'Etat.

V. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

62. Le programme de travail mai 2016–avril 2017 s'articule autour de trois axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels ;
2. Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels ;
3. Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 30 octobre 2016

Tableau 7. Statistiques macroéconomiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecarts
Nombre de missions	8	6	-2
Nombre de missions du conseiller	4	5	+1
Nombre de missions d'expert court terme	4	4	0
Nombre de séminaires régionaux	2	1	-1
Total des activités de la période	10	7	-3
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	<i>31</i>	<i>31</i>	<i>0</i>

63. Un séminaire prévu au programme a été réalisé à Douala au Cameroun du 17 au 21 octobre 2016. Son thème était « Initiation au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) ».

Au plan régional

64. Un séminaire régional sur la comptabilité nationale sur le thème « Initiation au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) » a permis de renforcer les capacités des cadres régionaux au SCN 2008.

65. Le séminaire en comptabilité nationale avait pour objectif de former les cadres les moins expérimentées des équipes de comptables nationaux des Etats membres au SCN 2008. Le séminaire a été animé par le Conseiller en statistiques macroéconomiques de l'AFC, assisté de deux experts en comptabilité nationale. La méthode suivie consistait en des présentations sur les concepts et définitions du SCN 2008 avec un accent particulier sur les nouveautés le tout accompagné d'exercices pratiques effectués par les participants repartis en petits groupes. Ce séminaire a réuni deux comptables nationaux de chacun des huit instituts nationaux de statistique (INS) des États membres d'AFRITAC Centre ainsi qu'un représentant de la Banque de la République du Burundi (BRB) et un représentant de la Banque Centrale du Congo (BCC). La Commission de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ainsi que la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), invitées n'étaient pas représentées.

66. L'AFC poursuivra cette formation des comptables nationaux au niveau des états membres en faisant plus de formation lors de ses missions dans les pays qui sont en voie de rattraper leur retard des comptes nationaux.

Situation par pays

67. Trois pays étaient concernés au cours de ce premier semestre. Il s'agit de la République du Congo, de la République Démocratique du Congo et de la République du Tchad.

République du Congo

68. Les activités du Centre ont contribué à l'élaboration des comptes nationaux définitifs de l'année 2012 au moyen de l'outil ERETES du 16 au 27 mai 2016 à Brazzaville. La synthèse des comptes 2012 a été réalisée avec une équipe de 11 comptables nationaux congolais.

69. Une revue des modèles macroéconomiques utilisés par le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CPCMB) du 13 au 24 mai 2016 à Brazzaville : La revue du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire du Congo « Mac_Congo » et du modèle de prévision à court terme pour le Congo « MPCT_CEMAC » a été effectuée. L'amélioration de « Mac_Congo » a été recommandée. Des rappels ont été faits en matière de modélisation macroéconomique.

70. Le Centre a apporté son appui à l'élaboration des comptes nationaux provisoires de 2013 et 2014 au moyen de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux du 4 au 15

juillet 2016. Les comptes des années 2013 et 2014 sont élaborés.

71. Lancement de l'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 avec saut de 2013 au moyen de l'outil ERETES. Le traitement des données sources a commencé au cours de cette mission du 22 août au 2 septembre 2016.

République Démocratique du Congo

72. La mission du 20 juillet au 2 août 2016 était consacrée à l'élaboration des comptes des années sautées 2007-2009 par la méthode d'interpolation. Le chef service des comptes nationaux de la République du Congo était membre de cette mission pour partage d'expériences avec l'équipe locale. L'équipe de la République du Congo a capitalisé la connaissance acquise à Kinshasa en élaborant les comptes d'interpolation pour les années 2009-2011 de leur pays.

73. La mission du 22 août au 2 septembre 2016 a aidé au lancement des travaux d'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 au moyen de l'outil ERETES. Le traitement des sources est amorcé.

Tchad

74. La mission du 19 au 30 septembre 2016 a aidé à l'élaboration des comptes nationaux des années 2014 et 2015 au moyen de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux. Les comptes de l'année 2014 sont réalisés et ceux de 2015 amorcés.

VI. STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

75. Le programme de travail mai 2016–avril 2017 s'articule autour de trois axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Appui à la transposition de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/14 (MSFP 2001/14) pour les pays de l'espace CEMAC ;
2. Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) sur base de la méthodologie du manuel des statistiques des finances publiques 2001/14 (MSFP 2001/14) pour le Burundi et la RDC ;
3. Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

Tableau 8. Statistiques des finances publiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	4	5	+1
Nombre de missions du conseiller	4	5	+1
Nombre de missions d'expert court terme	4	5	+1
Nombre de séminaires régionaux	2	1	-1
Total des activités de la période	6	6	0
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	30	32	+2

Au plan régional

76. AFC a organisé un séminaire sur les statistiques des finances publiques dont le thème était : « la mise aux normes internationales et régionales des statistiques de finances publiques » à Libreville au Gabon du 27 juin au 1er Juillet 2016. Ce séminaire a été organisé au profit des cadres des administrations publiques chargés de la production du Tableau des Operations Financières de l'Etat de la zone CEMAC ainsi que ceux du Burundi et de la RDC. (2 cadres du Service en charge du TOFE ainsi qu'un cadre de la dette publique de chaque pays). Un état des lieux de la situation actuelle a ainsi pu être effectué permettant la formulation d'une série d'actions de suivi à engager à court et moyen terme par les représentants de chaque pays. Un projet de feuille de route pour la mise en œuvre du MSFP 2001-14 a été préparé suivant un canevas sous forme d'un cadre logique (résultats, indicateurs, chronogramme...). Les ébauches élaborées seront ensuite discutées au pays avec les services potentiels pourvoyeurs de données des statistiques des finances publiques et la hiérarchie administrative pour approbation.

Situation par pays

77. Durant le 1er semestre, cinq (5) pays ont été déjà visités : La République du Congo, le Gabon (2 missions), la République Démocratique du Congo, et le Tchad.

Congo

78. Les activités d'AFC ont appuyé le Comité des Réformes des Finances Publiques sur la rédaction du texte de transposition, à transmettre à la CEMAC pour avis de conformité. Les cadres du TOFE (Direction des Etudes Economiques) ont été orientés sur la méthode de classification, retraitement et consolidation des données-source entre sous-secteurs des SFP. Les TOFE des années 2013, 2014 et 2015 ont élaborés selon la classification du MSFP 2014

Gabon

79. Les activités du Centre ont permis le renforcement des capacités des cadres gabonais sur la méthodologie du nouveau TOFE : les cadres ont été encadrés sur l'élaboration d'un outil Excel permettant d'élaboration automatisée du nouveau TOFE, ainsi qu'aux principes de retraitement des données-source de la comptabilité publique. Le Centre a également fourni son appui à l'élaboration d'une table de passage entre les nomenclatures budgétaire et comptable et la classification du *MSFP 2001/14*.

République Démocratique du Congo

80. Les activités d'AFC ont permis l'élaboration des TOFE des années 2014 et 2015 selon la classification du MSFP 2014. Aussi, les cadres de la RDC du TOFE ont été formés sur l'Assistant à la classification entre les comptes de la nomenclature budgétaire et ceux du *MSFP 2014*, ainsi qu'au retraitement des données états d'exécution budgétaire pour établir le TOFE.

Tchad

81. L'appui d'AFC a permis l'identification des sources de données pour établir le nouveau TOFE (couvrant tous les sous-secteurs des SFP). L'outil de classification entre la balance générale des comptes et ceux du MSFP 2014 a été présenté aux cadres en charge de l'élaboration du TOFE. Les cadres ont été également formés sur les méthodes d'identification et de retraitement des données-sources actuelles, pour produire le nouveau TOFE.

VII. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

82. Le programme de travail 2016–2017 s'articule autour de trois axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique ;
2. Renforcement des capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique ;
3. Sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leur besoin de financement.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

Tableau 9. Gestion de la dette publique : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	9	6	-3
Nombre de missions du conseiller	6	5	-1
Nombre de missions d'expert court terme	4	5	+1
Nombre de séminaires régionaux	2	1	-1
Total des activités de la période	11	7	-4
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	25	31	+6

83. Toutes les activités programmées ont été réalisées à l'exception d'une mission LTX/ECT en RCA qui a été reportée pour le deuxième semestre de l'année. Trois missions (hors séminaire) ont été réalisées conjointement par le Conseiller et un Expert à court-terme et une mission d'immersion au profit de 4 cadres de la RDC a été également réalisée.

Au plan régional

84. Le séminaire interrégional sur l'accès au marché des capitaux internationaux, organisé conjointement avec le Centre d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest, a permis de sensibiliser les participants sur les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux et renforcer leurs connaissances sur les aspects stratégiques et opérationnels liés aux émissions des obligations internationales. Il a permis également aux gestionnaires de la dette de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux.

Situation par pays

Burundi

85. Une activité a été réalisée sur le cadre juridique et institutionnel du marché des titres publics en Burundi et les techniques et pratiques utilisées dans l'émission des titres. L'atelier a offert aux six cadres participants, une formation sur les meilleures pratiques en termes de programmation, d'émission et de gestion des titres publics et a abouti à la formulation de recommandations pour le développement de ce marché.

Congo

86. Une mission d'appui au reporting de la dette a offert aux structures de la dette des conseils et des actions visant l'amélioration de la production des données et l'analyse et le

reporting de la dette publique ainsi que la production du premier rapport de gestion de la dette pour l'année 2015 et une structure type de bulletin périodique sur la dette publique.

Gabon

87. Un atelier pays sur l'analyse de viabilité de la dette a permis aux agents des principales administrations impliquées dans la gestion de la dette gabonaise de s'approprier les concepts clés et le processus du cadre de viabilité de la dette selon l'approche DSA-LIC et ce dans l'objectif de pouvoir produire l'AVD de leur pays de manière autonome.

République Démocratique du Congo

88. Une formation sur le marché des titres publics a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur les caractéristiques financières des bons et obligations du trésor, les modalités pratiques de programmation, de préparation, de réalisation et de gestion des adjudications de bons et obligations du trésor et de sensibiliser les autorités sur les préalables nécessaires pour réussir les activités d'émission et de développement du marché de titres publics.

89. Sur le plan pratique d'émission des titres publics, une visite d'imprégnation a été organisée au profit de 4 cadres des services de gestion de la dette et du Trésor. La visite au ministère des finances tunisien a fourni une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché.

Tchad

90. Appui à l'élaboration de la stratégie de la dette en vue de permettre aux structures de gestion de la dette de s'approprier les concepts clés et le processus d'élaboration de la stratégie de la dette et la production d'un document d'orientation globale de la stratégie qui serait annexé à la Loi de Finances de 2017.

VIII. REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

91. Le programme de travail prévu de mai 2016 à avril 2017 dans les domaines de la régulation/supervision bancaire et de la stabilité financière s'articule autour de quatre axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre pour 2013–2016 :

1. Alignement des cadres légal et réglementaire sur les standards internationaux ;
 2. Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques ;
 3. Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et d'un dispositif de prévention et de gestion des crises bancaires ;
 4. Application des normes comptables IFRS et promotion de la transparence financière.
92. En outre, le programme prévoit un axe -0- relatif à l'organisation de séminaires régionaux, ce mode d'intervention s'avérant adapté pour le domaine.

B. Activités réalisées et résultats atteints au 31 octobre 2016

93. Au cours du premier semestre, les activités ont été bouleversées en raison de la décision du FMI de suspendre les missions sur place au Burundi (depuis le 1er mai 2015) et en RDC (depuis le 19 septembre 2016) jusqu'à nouvel avis, pour raison de sécurité. Le domaine de la supervision bancaire a été particulièrement affecté par cette contrainte, puisque AFRITAC Centre est en relation exclusive avec la BCC, la BRB et la COBAC, tandis que l'essentiel des missions programmées au cours de l'année fiscale 2017 bénéficiaient aux banques centrales de RDC et du Burundi (respectivement 7 et 8 missions, contre 2 pour la COBAC, sur un total de 18 missions, séminaire compris).

94. Dans ces conditions particulièrement contraignantes ne permettant plus aux missions de se rendre sur le terrain pour réaliser des missions d'assistance technique, l'AFRITAC Centre a néanmoins pu réaliser une partie des missions prévues. Pour compenser, des missions délocalisées sous la forme d'ateliers de travail à Libreville ont été organisées.

Tableau 10. Régulation et supervision bancaire : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Écart
Nombre de missions	7	6	-1
Nombre de missions du conseiller	6	3	-3
Nombre de missions d'expert court terme	6	7	+1
Nombre de séminaires régionaux	1	2	-1
Total des activités de la période	8	8	-0
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	32	28	-4

Au plan régional

95. Un séminaire régional sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme a été organisé en juin 2016 à Libreville. Il a été orienté sur les

modalités de coopération à établir entre les différentes autorités nationales impliquées dans la prévention du blanchiment.

À la demande du CSBAOC (Comité des Superviseurs des Banques d’Afrique de l’Ouest et Centrale), dont la présidence est assurée cette année par la BCC, un séminaire régional, non programmé, a été animé par l’AFRITAC Centre à Kinshasa sur les deux thèmes suivants : les dernières évolutions en matière de gouvernance des banques et la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme, notamment au regard des nouveaux produits bancaires.

Commission Bancaire de l’Afrique Centrale

96. Les activités réalisées au cours de la période ont permis la rénovation du cadre de restitution des rapports de contrôle sur place des établissements de crédit et la de formation de la promotion des nouveaux cadres récemment recrutés à la supervision basée sur les risques.

97. À la demande du Secrétaire Général de la COBAC, une mission relative à la modification du cadre des rapport de contrôle sur place a été organisée en juin 2016. Elle visait à réformer leur méthodologie d’élaboration, laquelle méritait d’être revue afin de prendre en compte les bonnes pratiques liées aux évolutions de la supervision basée sur les risques (CEMAC, une mission).

98. Une activité de formation à la supervision basée sur les risques des nouveaux cadres recrutés par la BEAC/COBAC a été réalisée en juillet 2016 (CEMAC, une mission).

Situation par pays

République du Burundi

99. L’activité délocalisée à Libreville sous la forme d’un atelier a permis d’élaborer le rapport de stabilité financière au titre de l’année 2015, en vue de sa publication au cours de l’été 2016. Au cours de cette activité, AFC a appuyé la BCC à la finalisation du programme de mise en place d’un cadre de surveillance de la stabilité financière. L’atelier sur la liquidité bancaire a été annulé au dernier moment. Par ailleurs, hors programme annuel d’assistance technique et pour pallier son incapacité à se rendre au Burundi pour des raisons sécuritaires, AFC sponsorise la formation auprès de l’ATI (African Training Institute) de nombreux cadres de la Banque de la République du Burundi.

100. En revanche, les autres activités prévues ont été différées, voire annulées. Notamment, l’atelier de travail sur la révision de la réglementation prudentielle relative à la liquidité, qui avait été préparé en juin à Libreville au bénéfice de la Banque de la République du Burundi avec le concours d’un STX, a dû être annulé, la veille de l’engagement de la

mission, car les quatre participants de la BRB n'ont pas été en mesure d'obtenir de leur gouvernement et de la vice-présidence de la République l'ordre de mission qui leur aurait permis de prendre l'avion et sortir du pays. Cette annulation a entraîné des frais élevés pour l'AFRITAC Centre. La mission a été reportée en mars 2017, de nouveau à Libreville.

République Démocratique du Congo

101. Une activité sur les contrôles informatiques a été organisée par le Centre ainsi que deux missions dans le cadre de la transition du cadre comptable vers les IFRS. Une activité sur la mise en place d'un cadre méthodologique pour le contrôle de la sécurité de l'information dans les banques (RDC). Cette mission à la BCC a permis la formation des inspecteurs du contrôle sur place et des responsables du contrôle permanent, ainsi que la création d'un canevas de référence pour le contrôle de ce type de risque, par adaptation de la méthodologie utilisée par l'ACPR en France.

C. Éléments nouveaux dans le domaine de la supervision bancaire

1. Un nouveau conseiller résident en régulation et supervision bancaire a pris ses fonctions à l'AFRITAC Centre en septembre 2016. Son champ de compétence ne comprend plus la stabilité financière, laquelle est pilotée directement par le département MCM, tout comme les questions relatives à la résolution des crises bancaires (divisions spécialisées).
2. Le programme de travail prévu initialement pour l'année FY 2017 va devoir être substantiellement remanié en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi et en RDC pour raison de sécurité. Des contacts ont déjà été pris avec la BRB et la BCC pour définir les modes opératoires les plus appropriés pour continuer de leur fournir une assistance technique efficace sur les thèmes susceptibles de pouvoir être traités à distance. Par ailleurs, l'AFRITAC Centre s'est rapproché de la COBAC afin de rechercher les voies d'une intensification du support qui pourrait lui être apporté pour mettre en œuvre ses projets de développement de la supervision basée sur les risques.
3. Le programme révisé n'était pas encore complètement finalisé à la date de rédaction de ce document. Pour autant, plusieurs axes majeurs de réorientation se dessinent :
 - L'augmentation du nombre des ateliers de travail thématiques délocalisés à Libreville, au bénéfice de la BRB et de la BCC, avec des objectifs ciblés de réalisations tangibles. Vu les contraintes logistiques accrues sur l'AFRITAC Centre, il importe que les autorités fassent preuve d'une rigueur de gestion appropriée pour éviter les annulations et changements de dernière minute ;

- Le développement des séminaires régionaux organisés à Libreville. Le conseiller résident souhaite en particulier proposer aux superviseurs bancaires des autorités sous-régionales d'approfondir leur expertise en leur fournissant des orientations méthodologiques concrètes sur diverses thématiques essentielles pour la mise en œuvre des contrôles, de façon à favoriser l'appropriation de la démarche de supervision basée sur les risques. Deux séminaires méthodologiques vont ainsi être organisés d'ici avril 2017, l'un sur le contrôle du dispositif global de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques, l'autre plus spécifique sur le contrôle des risques opérationnels ;
- Le renforcement de l'appui technique au SG-COBAC pour évoluer vers la supervision basée sur les risques, en veillant naturellement à préserver l'équilibre des interventions de l'AFRITAC Centre auprès de la BRB et de la BCC.

4. Parmi les missions programmées qui restent à réaliser, plusieurs pourront ainsi être maintenues (révision du ratio de liquidité de la BRB, formation des superviseurs de la BRB aux principes de Bâle), tandis que d'autres seront reconfigurées (projet IFRS de la BCC), d'autres encore seront reportées (« pilier 2 » à la BRB, formation des superviseurs de la BCC), voire annulées ou réallouées à MCM (stabilité financière à la BCC, accompagnement du contrôle sur place à la BRB, gestion des crises bancaires à la BRB). Les thématiques des nouvelles missions à effectuer à la COBAC restent à déterminer.

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2017

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2017

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2017

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

AFRITAC Centre-Cadre Logique 2013 - 2017

Administration Douanière

1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Une rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes de la région Afrique centrale est instituée pour assurer la bonne harmonisation de la législation et des pratiques douanières, en collaboration avec la CEMAC, la CEEAC et l'OMD	Aucun cadre de concertation n'existe au niveau technique pour assurer l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières dans la région Afrique Centrale.	La quatrième rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres de l'AFRITAC centre se tiens en même temps que le séminaire annuel FMI/FAD-CEMAC (JSA) et l'évaluation des actions initiées lors de la troisième rencontre annuelle est faite	La troisième rencontre annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres de l'AFRITAC centre s'est tenue conjointement avec le séminaire annuel FMI/FAD-CEMAC (JSA) en y associant le Burundi et la RDC.	La rencontre annuelle des DG de douanes d'AFRITAC centre a permis de (1) constater les avancées significatives (RDC, Congo) sur l'informatisation du fichier contentieux (suivant le plan d'actions arrêté lors de la réunion du Comité technique de suivi de Bujumbura, septembre 2013), (2) élaborer des feuilles de route sur le renforcement des contrôles après dédouanement, du recouvrement et de la coopération des administrations douanières pour lutter contre la fraude internationale
2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Les recettes douanières de chaque pays de la région au 31 Décembre 2015 sont en augmentation de 20% par rapport à l'année de référence 2011.	Les recettes douanières réalisées au cours de l'année 2011 par pays (voir tableau en annexe)	Les recettes douanières collectées au 31 décembre 2016 sont en augmentation de 5 % par rapport à 2015	Trois (3) pays sur cinq (5) ayant fourni les données ont atteint l'objectif régional (une augmentation d'au moins 20% des recettes douanières collectées au 31 Décembre 2015 par rapport à 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Malgré le ralentissement des échanges corrélés à la baisse des activités pétrolières dans la région, une croissance soutenue demeure à la portée des pays par l'augmentation des taux d'efficacité des contrôles et à un meilleur suivi des exonérations légales et en supprimant les exonérations ad hoc

AFRITAC Centre-Cadre Logique 2013 - 2017

Administration Douanière

1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Les délais moyens de passage de marchandises sont en diminution de 2 jours par rapport à l'année de référence 2011	Délais nécessaires pour l'importation et l'exportation des marchandises en 2011 (voir tableau en annexe)	Les délais nécessaires pour l'importation et l'exportation des marchandises en 2016 ont diminué d'au moins 2,5 jours par rapport à 2011	L'objectif régional de diminution d'au moins 2 jours entre 2015 et 2014, les délais nécessaires pour l'importation des marchandises n'a été atteint que par trois (03) sur les huit (08) pays membres (voir graphique dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016).	La nouvelle méthodologie d'évaluation du délai d'importation des marchandises montre clairement que ce dernier est globalement imputable à tous les acteurs au niveau des ports et non de la seule administration douanière. La mise en place du guichet unique virtuel demeure une recommandation forte du FMI
	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD		Aucun pays ne dispose d'indicateurs de performances sur les contrôles après dédouanement.	Au moins 3 pays disposent au 30 avril 2017 d'un système de gestion automatisée des risques et de sélectivité dans la mise en œuvre des contrôles douaniers.	3 pays (Congo, Gabon et RD Congo) ont mis en place un système transitoire de sélectivité dans la mise en œuvre des contrôles douaniers et d'indicateurs de suivi des contrôles après dédouanement	Objectif atteint partiellement, sauf au Burundi en raison du report de la mise en œuvre des actions sur le terrain

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Le nombre des assujettis de TVA par pays au 31 Décembre 2015 a connu une augmentation de 20% par rapport à la base de référence (31 décembre 2011).	Le nombre des assujettis de TVA par pays au 31 Décembre 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Le nombre des assujettis TVA au 31 Décembre 2016 a connu une évolution positive de 25 pourcent par rapport au 31 Décembre 2011 dans chacun des pays de la région.	Quatre (4) pays sur sept (7) ayant fournis des données ont atteint l'objectif régional (le nombre de leurs assujettis de TVA a évolué d'au moins 20% par rapport à la base de référence de 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Les performances peuvent être nettement améliorées, notamment par la poursuite des efforts d'identification de nouveaux contribuables, notamment par les échanges de renseignements douanes/impôts, de fidélisation et de suivi des contribuables déjà répertoriés
	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Les recettes de TVA interne de chaque pays (hors TVA collectée au cordon douanier) au 31 Décembre 2015 ont connu une évolution positive de 20% par rapport à la base de référence (31 Décembre 2011).	Les recettes de TVA interne collectées (hors TVA collectée au cordon douanier) par chaque pays au cours de l'année 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Les recettes de TVA interne de chaque pays (hors TVA collectée au cordon douanier) au 31 Décembre 2016 ont connu une évolution positive de 25% par rapport à la base de référence (31 Décembre 2011).	Seulement deux (2) pays sur sept (7) ayant fourni des données ont atteint l'objectif régional. Leurs recettes de TVA interne (hors TVA collectée au cordon douanier) au 31 Décembre 2015 ont évolué d'au moins 20% par rapport à la base de référence de 2011 (voir graphique dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Les performances peuvent être nettement améliorées, notamment par la fidélisation et le suivi des contribuables déjà répertoriés, ainsi qu'en renforçant les actions de contrôles, notamment dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la fraude par le renforcement de la collaboration entre les administrations douanière et fiscale

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) a connu une augmentation de 2 points en 2015 par rapport à la base de référence 2011	Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) en 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) a connu une augmentation de 2,5 point en 2016 par rapport à la base de référence 2011.	Deux (02) pays sur les six (06) ayant fourni des données ont atteint l'objectif régional (une augmentation du taux de pression fiscale, recettes fiscales totales/PIB) au moins de 2 point en 2015 par rapport à la base de référence 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)	Ce résultat a priori négatif ne doit pas masquer l'évolution positive de la plupart des indicateurs. Cet indicateur se prête mal à interprétation des performances globales des administrations fiscales dans le contexte d'une érosion continue des prix du pétrole entrainant un ralentissement des activités périphériques
2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Une base de données sur la production, la commercialisation et l'imposition des ressources naturelles (forets, mines, pétrole) mise à jour annuellement est disponible.	Aucun document descriptif et comparatif de la production, la commercialisation et l'imposition des ressources naturelles des pays de l'Afrique centrale n'est disponible.	La base de données actualisée au 31 Décembre 2015 est disponible.	La base de données actualisée au 31 Décembre 2014 est disponible	Les contraintes de coordination avec les ministères sectoriels sur la disponibilité des données par sous-secteurs persistent

AFRITAC Centre-Cadre Logique 2013 - 2017

Administration Fiscale

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale	BURUNDI CAMEROUN GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Chaque année, une monographie fiscale sur la gestion et le contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles est élaborée au profit des pays, dont un total de 4 au 31 Décembre 2015.	Aucune monographie fiscale sur la gestion et le contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles n'existe ni au niveau régional, ni au niveau des pays.	Une quatrième monographie sur le remboursement des crédits de TVA des entreprises du secteur des ressources naturelles a été élaborée et les membres du groupe de travail formés pour former leurs compatriotes sur son utilisation	La deuxième monographie fiscale sur la gestion et le contrôle fiscal des ressources naturelles a été élaborée et la troisième monographie sur la disponibilité, l'échange et la publicité des informations entre les différentes administrations techniques et celles chargées de la collecte des recettes et les membres du groupe de travail formés pour former leurs compatriotes sur son utilisation	

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1 Adoption et mise en œuvre des directives de la CEMAC dans les Etats Membres	<p>2014 RCA TCHAD CEMAC</p> <p>2015 - 2016 -2017 TCHAD CEMAC GUINEE-EQUATORIALE</p>	Le nombre de textes nationaux conformes aux directives de la CEMAC.	2 pays se sont déjà dotés de LOLF proches des directives (CMR, GB); 2 pays ont préparé des projets de LOLF qui sont en cours d'adoption (Cgo, TCD) et 2 autres n'ont pas encore démarré (RCA et GE).	<p>Toutes les directives sont transposées dans le droit des Etats-membres.</p> <p>Présentation de la loi de finances selon la nouvelle nomenclature budgétaire au Tchad</p> <p>Les capacités sont renforcées en comptabilité et la fiabilité de la comptabilité s'améliore (Guinée Equatoriale, CEMAC)</p>	<p>LOLF : 4 pays se sont dotés d'une LOLF proche de la directive (CMR, GB, Cgo et Tchad), 1 pays a soumis sa LOLF à l'avis de conformité (RCA), 1 pays doit le faire (GE) et les directives sont traduites en espagnol), 2 pays ont adopté le RGCP (CMR, Tchad), 2 pays ont des projets de RGCP en cours (GB, Cgo), 2 pays ont finalisé tous les autres textes (GABON, Tchad) -</p> <p>Tchad : Adoption de la nomenclature budgétaire et du PCE Mise en œuvre des actions de fiabilisation de la comptabilité et capacités renforcées</p> <p>Guinée Equatoriale et CEMAC : capacités renforcées</p>	<p>RISQUES: 1) difficulté à pouvoir modifier la constitution de certains Etats pour faciliter la transposition des directives; 2) résistance au changement; 3) conflits avec les textes régionaux de la SADC et de la EAC de type westminsterien; 4) importance de la corruption; 5) insuffisance des capacités nationales.</p> <p>PRE-REQUIS: 1) soutien politique; 2) existence d'une stratégie nationale de réforme et d'un cadre institutionnel dédié ; 3) diligence dans l'adoption des textes; 4) stabilité des agents; 5) accord des Etats pour les évaluations PEFA.</p>
2- Adoption et expérimentation progressive des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi	<p>2013 BURUNDI et RDC</p> <p>2014, 2015, 2016. 2017 BURUNDI- EXECUTIONE D LA DEPENSE DE PERSONNEL</p>	Le nombre de textes d'application adoptés et mis en application	3 textes sont déjà adoptés au Burundi et la RDC en est à la préparation des projets	<p>La mise en œuvre de la Chaîne Rationalisée de la Dépense (CRD) a démarré au Burundi. Les principaux textes d'application de la LOFIP sont adoptés en RDC.</p> <p>Burundi : Le contrôle des engagements de dépenses de salaires par les CED est effectif</p> <p>Les capacités sont renforcées en comptabilité et la fiabilité de la comptabilité et sa documentation s'améliorent</p>	<p>Les principaux textes d'application sont adoptés au Burundi y compris les manuels. Tous les Ministères et toutes les institutions ont été dotés de CED.</p> <p>La Cour des Comptes a produit le rapport sur l'état des lieux dans la perspective de la déconcentration de l'ordonnancement dans trois ministères prioritaires. Le décret portant règlement de l'administration des comptables publics a été adopté. La NBE est en cours de finalisation ainsi que d'autres projets de textes tels que ceux relatifs à la gouvernance budgétaire, au contrôle budgétaire, etc.</p>	<p>Risques : 1) Insuffisance diligence dans l'adoption des textes; 2) Plans d'actions ministérielles non parfaitement alignés sur la stratégie gouvernementale</p> <p>PRE-REQUIS: 1) soutien politique; 2) stabilité des agents; 3) renforcement des capacités</p>

Gestion des Dépenses Publiques

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
3 - Les conditions pour le passage aux réformes de seconde génération sont réunies	2013 TCHAD 2014, 2015, 2016 2017 pas de pays	Les résultats des évaluations PEFA	Les Etats-membres ont obtenu des notes assez basses à ces évaluations et toutes ne sont pas récentes.	Des progrès mesurables sont constatés dans les axes d'intervention choisis pour chaque pays.	1 pays concerné par cet axe en 2013 – pas de pays sur cet axe en 2014 et 2015 Dispositif de gestion de la trésorerie mis en place dans le pays et plan d'actions de consolidation du CUT en cours - Avancées très lentes et réforme de la gestion de la trésorerie à l'arrêt pas de pays sur cet axe en 2014, 2015 et 2016 2017	Risques : 1) turn over des responsables au Ministère des Finances 2) résistance au changement; 3) importance de la corruption; 4) insuffisance des capacités PRE-REQUIS: 1) soutien politique; 2) stabilité des agents; 3) renforcement des capacités des personnels
4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	2014, 2015, 2016 2017 CONGO GABON RDC	Le nombre de ministères présentant leurs budgets en mode programme	Aucun pays n'a encore véritablement présenté un budget en mode programme	Congo mise en œuvre optimale des recommandations AFC sur la préparation du budget en mode programme Gabon Présentation exhaustive du budget en faisant ressortir les budgets annexes et les comptes d'affectation RDC réalisation de 13 Projets annuels de performance Revue du cadre de contrôle à priori	- Le Cameroun exécute son le budget programme depuis 2013 La maquette BP du Gabon a été présentée au Parlement fin 2013 avec les projets annuels de performance Le Gabon a adopté le budget en mode programme en 2015 et l'exécute sur la base de la nomenclature budgétaire élaborée conjointement par FAD et AFC. Les comptes d'affectation spéciale ont été identifiés dans la loi de finances 2016. La maquette budgétaire du Congo est adoptée au plan technique (29 ministères et institutions) et les projets annuels de performance sont réalisés pour 17 Ministères En RDC, réalisation des Projets Annuels de performance pour 5 Ministères et une Institution	Risque : 1) ralentissement des réformes après les premiers objectifs atteints 2) insuffisante adaptation du système d'information pour l'exécution en mode programme- 3) résistance au changement des modes de présentation et d'exécution 4) Faible coordination avec la réforme comptable Pré-requis : 1) soutien des autorités, 2) forte mobilisation des acteurs, 3) sensibilisation et formation de tous les personnels et partenaires

Gestion des Dépenses Publiques

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
5- La comptabilité de l'Etat évolue vers les normes internationales et les bonnes pratiques	2013 CAMEROUN CONGO 2014 CAMEROUN GUINEE-EQUATORIALE 2015, 2016, 2017 CAMEROUN RCA	La qualité des comptes produits (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	La comptabilité en base caisse est encore perfectible dans tous les Etats et certains ne tiennent même pas encore une comptabilité en partie double	Les Etats-membres concernés par l'axe d'intervention "comptabilité" produisent dans les délais une balance des comptes fiable et mieux documenté en vue de la préparation du bilan d'ouverture. Le Cameroun dispose d'un projet de nomenclature budgétaire validé au plan technique et coordonné avec le PCE et d'un cadre de contrôle modulé de la dépense.	<p>1 état a mis en place le contrôle interne comptable, 3 états disposent d'une feuille de route d'amélioration de la comptabilité en cours de mise en œuvre, 1 état dispose d'une évaluation de son système comptable. Des résultats tangibles ne sont pas encore observables sur cet axe. Des efforts d'accompagnement en matière de gestion de la trésorerie ont été faits au Congo, mais sans véritable impact.</p> <p>Le Cameroun a amélioré la fiabilité de sa balance et prépare la mise en place de la réforme comptable (manuel immobilisations, projet de 14 normes comptables, 4 fiches d'application des normes comptables, fiche d'immobilisation). RCA : plan d'action</p>	<p>Risque : 1) ralentissement de réformes après les premiers objectifs atteints 2) Mise à niveau du système d'information comptable 3) résistance au changement des procédures et des modes de comptabilisation 4) difficultés de coordination avec la réforme budgétaire 5) manque d'adhésion des ministères sectoriels à la réforme comptable</p> <p>Pré-requis : 1) forte mobilisation des acteurs de la réforme comptable, 2) sensibilisation et formation de tous les personnels et des ministères sectoriels</p>
6- Renforcement des capacités humaines	BURUNDI CAMEROUN CEMAC CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Niveau de connaissance des réformes de deuxième génération	Les ressources humaines ne sont pas formées aux nouvelles réformes des finances publiques	Les capacités humaines sont en mesure d'absorber les réformes de 2ème génération	les rapports d'évaluation des séminaires sont positifs. Les actions de renforcement des capacités ne permettent pas encore de dégager un résultat tangible mais des séminaires nationaux ont été organisés et des ateliers techniques au cours des missions permettent de rappeler les concepts appris. Des exercices pratiques et leurs corrigés sont diffusés ; des manuels didactiques sont mis à disposition. Gabon manuel de préparation et d'exécution du budget en mode programme et phase comptable. Congo manuel de préparation du Budget en mode programme – Fiches techniques normes.	<p>RISQUES : 1) résistance au changement; 2) importance de la corruption;</p> <p>PRE-REQUIS: 1) soutien politique; 2) stabilité des agents;</p>

5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1 - Les comptes nationaux annuels (CNA) sont produits à bonne date, sont conformes aux standards internationaux (SCN 1993/SCN 2008) et sont diffusés y compris les notes méthodologiques et les métadonnées suivant les canaux appropriés.	BURUNDI CONGO CAMEROUN GUINEE EQUATORIALE RCA RDC TCHAD GABON	En année N les comptes disponibles sont : les comptes définitifs de l'année N-2 et les comptes provisoires de l'année N-1 pour les pays suivants : Burundi, Cameroun, Congo Démocratique, Guinée Equatoriale et Tchad. Les autres pays : Rep. du Congo, Gabon et la Centrafrique, disposeront de comptes nationaux provisoires à jour.	7 pays sur 8 élaborent leurs CNA suivant le SCN93. La Guinée Equatoriale (GNQ) est en début de processus. Le retard dans l'élaboration des CNA définitifs en avril 2012 est de 2 à 5 ans suivant les pays (dernier compte définitif disponible en avril 2012: Burundi 2009; Cameroun 2006 (SCN 2008); Congo 2007; Gabon 2007; Guinée Equatoriale Néant; RCA 2007; RDC 2006; Tchad 2006) - Les comptes provisoires sont élaborés selon des méthodologies variées, peu efficaces. Un seul pays a préparé un document méthodologique sur les CNA, le Cameroun. Aucun pays n'est passé à l'utilisation officielle de la nouvelles séries (le Cameroun oui avec le SCN 93 et non pour le SCN 2008)	Une nouvelle année de base des CNA est élaborée et est disponible en GNQ. Tous les sept autres pays ont réduit leur retard. Au moins trois pays adoptent officiellement la nouvelle série des CNA et les diffusent en même temps que les métadonnées (le Burundi, le Congo, le Tchad).	Le Cameroun est à jour de ses comptes nationaux. Le Burundi, la Guinée Equatoriale, la RDC et le Tchad ont presque rattrapé leur retard (moins de 12 mois). Les autres pays, Gabon, Congo et RCA accusent encore un retard de 12 à 24 mois.	RISQUES: 1-Instabilité et forte rotation des équipes de comptables nationaux et des statistiques des prix. 2- Dotation insuffisante des services de comptabilité nationale en ressources financières. 3-Rupture dans le financement pour la collecte mensuelle des prix. 4- Les différences + ou - significatives entre les PIB issus des comptes rénovés et ceux des anciens comptes pourraient retarder leur adoption par les autorités. PRE - REQUIS :1- Formation du personnel à la nouvelle méthodologie de l'IPI. 2- Ressources financières suffisantes et disponibles pour la collecte des données de base et la mise en place du nouvel IPI. 3- Encadrement technique des équipes pays.
2 - Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont produits à bonne date (en référence au SGDD), sont conformes aux standards internationaux (Manuel des comptes nationaux trimestriels du FMI) et sont diffusés suivant les canaux appropriés.	CAMEROUN BURUNDI	Des CNT sont diffusés au Cameroun. Ils sont en cours de mise en place au Burundi.	L'élaboration des CNT est en cours dans 1 seul pays (Cameroun pays-pilote).	Le Cameroun a achevé le test des maquettes de CNT. Une feuille de route est définie pour le Burundi.	Le Cameroun peine à diffuser ses comptes trimestriels en temps utile (0 à 4 mois de retard). Les travaux de CNT pour le Burundi se poursuivent conformément à la feuille de route établie.	idem

Statistiques Macroéconomiques

5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Échéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
3 - Les statistiques de prix à la consommation sont produites à bonne date, sont conformes aux standards internationaux (manuel des statistiques de prix) -- Indices de production industrielle (IPI) et indice des prix de production industrielle (IPPI) pour fiabiliser les résultats des comptes nationaux.	Pour mémoire, Projet prix CEMAC pour les pays membres de la CEMAC	Des indices des prix à la consommation (IPC) mensuels conformes aux standards internationaux sont produits et diffusés dans les 15 jours qui suivent la fin du mois de référence (tous les pays) Des indices de Production Industriels (IPI) et Indices des Prix de Production Industriels (IPPI) pour les pays qui auront rempli les conditions requises, notamment financer une enquête entreprises). Les pays candidats probables sont : Cameroun et Burundi.	4 pays sur 8 ont rénové récemment leur IPC (Congo, Gabon, RDC, Tchad); La base de l'IPC est vieille de plus de 10 ans dans 3 pays (Burundi, Cameroun, RCA) Les IPI produits ne sont pas conformes aux recommandations internationales de 2010 – La RCA est pays-pilote pour la mise en œuvre des nouveaux IPI et IPPI.	L'IPC rénové est publié en RCA au Burundi et au Cameroun. Le Cameroun est dans le processus d'élaboration de l'IPI et de l'IPPI. Le Burundi dispose de l'IPI et l'IPPI	Les IPI rénovés et les IPPI sont en cours de mise en place pour le Cameroun et le Burundi. Une feuille de route est disponible pour la rénovation de l'IPI et la mise en place de l'IPPI, et de l'indice des chiffres d'affaire (ICA) au Gabon.	idem
4 - Renforcement des capacités, partage d'expérience et bonnes pratiques régionales et internationale en matière d'élaboration des comptes nationaux et du traitement de statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale, notamment les indices de prix et de volume.	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	La plupart des comptes nationaux ont des capacités à la mesure des taches qui leur incombent.	Les besoins de formation sont très grands et la plupart des comptes nationaux ont besoins davantage d'expériences.	Poursuivre les actions de formation au moyen de deux séminaires régionaux chaque année.	Un séminaire a été réalisé sur le thème : « Déclarations statistiques et fiscales, commerce extérieur et balance des paiements : analyse, traitement, interrelations » à Libreville. Le séminaire a réuni 38 participants.	idem

4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois	BURUNDI COBAC RDC	Les cadres légaux et réglementaires sont alignés sur les normes internationales	Aucun pays membre ne respecte intégralement l'ensemble des Principes fondamentaux	Les textes de base reflétant les principes bâlois sont promulgués : contrôle interne, gestion des risques, classification et provisionnement des créances, solvabilité, liquidité	Plusieurs projets de circulaires conformes aux normes internationales sont finalisés : contrôle interne et gestion des risques à la COBAC, solvabilité, gestion des risques, contrôle interne ou lutte anti-blanchiment à la BRB, contrôle interne, gestion des risques, solvabilité, gouvernance à la BCC. Toutefois, la signature et la promulgation de ces textes prend du retard, pour des raisons différentes selon les pays. Le premier à voir la situation se débloquer devrait être la RDC.	Risques: - Appropriation insuffisante des réformes par les autorités prudentielles des pays membres - Inadéquation des effectifs en qualité et en quantité - Lenteur dans l'adoption des projets de textes légaux et réglementaires Pré-requis: - Staff stable, en nombre suffisant et incluant des profils spécifiques adaptés - Système d'information en adéquation avec les besoins de la supervision
2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	BURUNDI COBAC RDC	L'approche de supervision basée sur les risques est effectivement adoptée par les autorités de contrôle bancaires des pays membres	Aucune autorité prudentielle des pays membres n'a encore adopté l'approche de supervision basée sur les risques	Mise à niveau des outils de contrôle des trois autorités prudentielles. Organisation de formations à la supervision basée sur les risques avec application pratique immédiate aux contrôles sur place et sur pièces opérés par les autorités concernées. Finalisation des manuels méthodologiques de contrôle sur place et sur pièces.	- La BCC dispose d'un tableau de bord de type CAMELS/ORAP pour l'analyse des profils de risque des banques et il est opérationnel et en œuvre - La BRB a également finalisé l'élaboration de tableaux de bord de type CAMEL ; les tests d'utilisation de ces tableaux et du nouveau dispositif de notation des banques ont été réalisés - La COBAC n'a engagé aucune action avec AFC dans ce domaine et en est restée aux constats du FSAP de 2014	Idem

4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Échéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Étapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
3- Stabilité financière et Prévention et gestion des crises bancaires	BURUNDI BEAC/COBAC RDC	3.1 Un cadre de surveillance macro prudentielle est adopté et fonctionne de manière opérationnelle 3.2 Un dispositif de traitement des banques en difficultés est mis en place	3.1 Aucune des autorités de contrôle prudentiel des pays membres ne dispose encore d'un cadre de surveillance macro prudentielle 3.2 La COBAC dispose d'un projet de texte relatif au traitement des banques en difficultés est mis en place	3.1 Les actions d'assistance technique, à la fois sur le plan méthodologique et technique, et sur le plan opérationnel et institutionnel, ont été réalisées et ont permis de doter les autorités, d'une part des outils de surveillance de la stabilité financière, et d'autre part d'un cadre de fonctionnement pour un comité de stabilité financière multi-institutions.	La COBAC dispose de son cadre de gestion des crises et la BCC est en train de faire évoluer le sien. La BEAC, la BRB et la BCC ont réalisé la première phase du projet pluri-annuel visant à les doter d'un comité de stabilité financière opérationnel et doté des outils adéquats. La BEAC a décidé de poursuivre seule le projet d'implémentation, mais son projet de recrutement d'un consultant n'a pas abouti. La BRB et la BCC ont élaboré des rapports de stabilité financière et réalisé des séries de stress tests	idem
4- Migration vers les normes comptables internationales IAS/IFRS	BURUNDI COBAC RDC	4.1 Les référentiels comptables bancaires des pays membres sont conformes aux normes internationales IAS/IFRS 4.2 les reporting prudentiels et financiers sont établis en normes IFRS 4.3 Le contrôle bancaire s'effectue sur la base des reporting établis en normes IFRS	4.1 La Banque de la République du Burundi a déjà adopté les nouvelles comptables normes internationales et dispose de guides méthodologiques pour la surveillance permanente et le contrôle sur place 4.2 La Banque Centrale du Congo est en cours de migration aux nouvelles normes comptables internationales 4.3 La COBAC n'a pas encore inscrit ce projet parmi ses priorités	4.1. Pas d'action programmée en 2016 sur ce thème : les IFRs sont appliquées par la BRB, la date d'application en RDC est fixée au 1 ^{er} janvier 2016. L'implémentation se poursuit et la DSIF est dotée du référentiel de contrôle adéquat	BRB: -La phase de la préparation à la production des reporting prudentiels et financiers en normes IFRS est finalisée BCC : le projet IFRS a été pris en charge pendant 2 ans avec l'AT du GIZ, et sera repris au cours de FY 2017 par AFC. Au 30 avril 2016, 3 banques ont publié leurs comptes sous IFRS et le personnel de la DSIF a été formé à l'examen de ce nouveau reporting comptable. 2016 doit être l'année de finalisation de la mise en place, et 2017 celle de l'entrée en régime de croisière	Idem + risques de mauvaise préparation dans le système bancaire

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Moderniser le cadre institutionnel et organisationnel de la gestion de la dette publique dans les pays	TCHAD 2014, 2015, 2016, 2017	1.3 Le comité national de la dette publique est mis en place et est opérationnel.	3. Certains pays ont pris le décret portant création du comité national de dette publique, mais dans la plupart des pays le comité n'est pas opérationnel.	Clarifier le cadre juridique de la dette intérieure Elaborer un manuel de procédures de gestion des opérations de la dette publique	Appui à la rédaction des textes visant l'opérationnalisation de la Commission Nationale de la Dette. Finalisation du manuel de procédures	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
	CAMEROUN 2014,2015 GABON 2014 RCA 2016-2017	1.2 La chaîne de gestion de la dette est bien structurée autour des activités du front, middle et back office, sans oublier les activités de contrôle interne et externe	2. Aucun pays ne dispose de structure de gestion de la dette conforme aux pratiques exemplaires		Au Cameroun, une réorganisation des activités de la dette à la CAA a été proposée selon le modèle front, middle et back office. Un nouvel organigramme a été proposé avec deux directions, une compétente pour les activités de front et middle office et une deuxième direction compétente pour les activités de back office. Au Gabon, un cadre intérimaire de gouvernance des activités d'émission de titres a été proposé. Aucune autre activité n'est envisagée	Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
1- Moderniser le cadre institutionnel et organisationnel de la gestion de la dette publique dans les pays	RCA 2016-2017	1.1 Le cadre juridique et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC et aux directives du FMI (pour le Burundi et la RDC)	1. Deux pays se sont dotés de cadre institutionnel proche des directives	A renseigner après discussion avec les autorités Une activité est prévue pour la RCA en FY2017 La mission de diagnostic du cadre juridique est organisationnel permettra d'élaborer un plan d'action visant sa modernisation.	Aucune activité n'a été encore organisée sur cet axe	
2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Tchad 2014, 2016-2017 RCA 2016-2017 Congo 2015, 2016-2017	2.2 Les documents tels que la stratégie de gestion de la dette et le rapport évaluant les activités de gestion de la dette sont produits et publiés sur une base régulière	2. Certains pays produisent des rapports d'exécution de la dette publique.	Deux activités sont prévues en FY2017 au profit du Congo et la RCA	Les agents du Tchad ont été formés sur la méthodologie pour concevoir un rapport de gestion de la dette. Les agents du Tchad ont été formés sur l'analyse et l'évaluation des offres de financement	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	BURUNDI 2014, 2015, 2016-2017 CAMEROUN 2014, 2015, 2016-2017 CONGO 2014, 2015, 2016-2017 RDC 2014, 2015, 2016-2017 TCHAD 2015, 2016-2017 GABON 2016-2017	2.1 Les autorités en charge de la gestion de la dette publique sont capables de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	1. Aucun pays ne formule actuellement de stratégie de gestion de la dette à moyen terme suivant le cadre d'analyse de la BM et du FMI	Elaboration de la SDMT pour le Burundi, la RDC, le Tchad et le Congo Formation en AVD pour le Congo, le Burundi et le Tchad. Evaluation des options de financement pour le Congo et le Cameroun Evaluation du coût et risque du portefeuille de dette pour le Tchad	Au Cameroun, au Tchad et au Congo, les agents sont mieux outillés pour mieux analyser les options de financement et évaluer les risques et coût des financements. Au Congo et au Burundi, les agents sont capables d'identifier les sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette et de proposer des mesures pour atténuer les risques Les agents de la RDC ont été formés sur les concepts liés à l'analyse de viabilité de la dette	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
3- Sensibiliser les pays à utiliser les mécanismes de marché pour le financement des besoins financiers de l'Etat	BURUNDI 2014, 2015, 2016-2017 BEAC 2014, 2015, 2016-2017 CAMEROUN 2015, 2016-2017 RDC 2016-2017	3.3 Les différents instruments de dette de marché utilisés	Seuls les bons de Trésor sont utilisés actuellement	Pour la BEAC, les obligations et privilèges des SVT sont revus Les modalités de participation aux adjudications sur base non-concurrentielle sont précisées. Une courbe de taux du marché des titres publics est développée Un marché des titres de l'Etat est créé en RDC Mise en place d'un cadre juridique sur la titrisation dans le marché CEMAC	Pour le Burundi, propositions d'actions concrètes pour l'amélioration du cadre d'émission des titres publics Pour la BEAC, identification des mesures à mettre en œuvre pour favoriser le développement d marché des titres publics dans la zone CEMAC. Aussi appui à la mise en œuvre de certaines mesures et au développement d'une courbe des taux pour le marché des titres de la zone CEMAC	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2016	Risques et Pré-requis
3- Sensibiliser les pays à utiliser les mécanismes de marché pour le financement des besoins financiers de l'Etat	TCHAD FY 15 Congo FY 15 16 Burundi 17	3.2 Les mécanismes de marché sont régulièrement utilisés pour émettre des titres publics	Un pays émet régulièrement des Bons du Trésor pour les besoins de financement public	Aucune activité n'est prévue en 2016 Les autorités congolaises sont capables d'exécuter les émissions des titres En Burundi, le marché des titres publics s'est renforcé	Les autorités tchadiennes ont commencé à exécuter les émissions de titres Aucune activité n'a été organisée en 2015 Un marché peu profond et les maturités sont courtes.	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
		3.1 Les pays développent sur une base régulière leurs plans de financement annuels.	Aucun pays ne produit sur une base régulière le plan de financement annuel.	A renseigner après discussion avec les autorités.	Aucune activité organisée sur cet axe.	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 2 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES AU 31 OCTOBRE 2016 PAR PAYS
ANNEE FISCALE 2017 - MAI 2016 à AVRIL 2017
(EN PERSONNES SEMAINES)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 10/31/2016			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
	Siège	Site			Siège	Site		
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
BURUNDI	22,5	22,0	23,0	67,5	5,0	3,0	5,0	13,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	4,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et Supervision bancaire	9,0	10,0	7,0	26,0	2,0	0,0	2,0	4,0
CAMEROUN	10,0	14,0	8,0	32,0	1,5	2,0	0,0	3,5
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,0	4,0	0,0	5,0	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion de la dette publique	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	12,0	14,0	14,0	40,0	8,0	9,5	10,5	28,0
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
Gestion des finances publiques	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	3,0	4,0	2,0	9,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	2,5	4,0	5,0	11,5	1,5	2,5	2,5	6,5
GABON	16,0	9,0	13,0	38,0	10,5	10,0	7,0	27,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des finances publiques	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	2,0	8,0	3,0	3,0	2,0	8,0
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
GUINEE-EQUATORIALE	6,5	9,0	16,0	31,5	1,5	1,0	4,0	6,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	18,0	20,0	33,0	71,0	2,0	4,0	4,0	10,0
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	0,0	0,5
Administration fiscale	1,5	3,0	14,0	18,5	0,5	2,0	2,0	4,5
Gestion des finances publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	4,0	4,0	2,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,5	4,0	5,0	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0
RDC	24,0	26,0	33,0	83,0	12,5	16,0	21,5	50,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Statistiques macroéconomiques	5,0	6,0	4,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
Régulation et Supervision bancaire	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
TCHAD	15,0	17,0	21,0	53,0	6,5	8,0	6,5	21,0
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	2,5	6,0	5,0	13,5	1,5	2,0	2,5	6,0
BEAC	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	5,0	2,0	0,0	7,0	7,0	2,0	0,0	9,0
Administration douanière	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Administration fiscale	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
COBAC	4,0	3,0	4,0	11,0	0,0	0,0	4,0	4,0
Régulation et Supervision bancaire	4,0	3,0	4,0	11,0	0,0	0,0	4,0	4,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	54,5	55,5	62,5	172,5
II- SEMINAIRES ET ATELIERS								
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	2,0	2,0	1,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	2,0	1,0	3,0	6,0
Statistiques des finances publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	3,0	1,0	1,0	5,0
Gestion de la dette publique	5,0	2,0	2,0	9,0	2,0	1,0	1,5	4,5
Régulation et Supervision bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	3,0	2,0	1,0	6,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	13,0	7,0	8,5	28,5
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	67,5	62,5	71,0	201,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 2 : EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU 1er MAI AU 31 OCTOBRE 2016 PAR PAYS
ANNEE FISCALE 2017 - MAI 2016 à AVRIL 2017



Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires		
										Prévues				Utilisées						
										Conseiller		ECT		Conseiller		ECT				
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site													
BURUNDI	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevage du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanières et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanières et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanières et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes	
BURUNDI	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défallance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Tous les contribuables ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA au un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,50	1,00	2,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel	Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle à priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de l'ensemble des dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Possibilité d'atelier et visite de terrain	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel	Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 5ème mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Faibiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Possibilité d'atelier et visite de terrain	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel	Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques par compte	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, etc.	Amorce de traitement des sources	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	2- Comptes nationaux trimestriels	Mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix constants (optique production) - T1 2005 - T4 2013	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)	Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Comptes nationaux trimestriels.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,00	1,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Atelier programmé en T4, à organiser à AFC au profit de 6 cadres. Equivalent 1/2 STX.
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Comptes nationaux trimestriels.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,00	1,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Atelier programmé en T4, à organiser à AFC au profit de 6 cadres. Equivalent 1/2 STX.
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement	Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,50	1,00	0,00	1,50	1,00	1,00	1,00	3,00	0,00	0,00	Exécuté: Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de réformes visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres de gouvernement burundais serait amélioré (c'est à dire équivalent 1 STX)

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires	
										Prévues				Utilisées					
										Conseiller		ECT		Conseiller		ECT			
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site												
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïois	Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	révoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	la QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	1,00	0,00	1,00	2,00	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Imani). Cette mission est reprogrammée sous la forme d'un atelier à Libreville (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité), du 13 au 17 mars 2017, précédé d'une phase de travail préparatoire d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïois	Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	réviser le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	règlement achevé	règlement achevé	T3	1,00	1,00	1,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée à la suite de la précédente.	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïois	Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	révision du cadre réglementaire avec les standards internationaux	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger me nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,00	2,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission à replanifier en raison de la nature du sujet (pas de date prévue, STX pressenti Donat Branger). AFC va clarifier avec la BRB l'expression du besoin, puis va voir avec MCM selon quelles modalités la mission pourrait être effectuée (une division spécifique est compétente pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïois	Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Formation Bill, Bll, avec focus spécial sur pilier 2 de Bll et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidances pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission reportée à une date indéterminée en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité.	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficace des ressources de supervision	Formation aux BCP	Développer une capacité à auditer les BCP	supports de formation	les superviseurs sont formés	évaluations des stagiaires	T3	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission planifiée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation à Libreville, en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité (animé par le LTX).	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficace des ressources de supervision	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement contrôle interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les banques sont formées aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission planifiée après le séminaire régional relatif au contrôle interne, sous la forme d'un travail à distance du LTX avec la BRB (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité), selon des modalités à définir en décembre 2016.	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficace des ressources de supervision	Encadrement d'une mission transversale sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité).	
BURUNDI	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires	Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyses du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	le rapport SF 2015 est publié	diffusion au public et dans la presse	T1	1,00	0,00	1,00	2,00	1,00	0,00	1,00	2,00	Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail à Libreville (STX Florian Neagu).	
CAMEROUN	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des contrôles et la rationalisation des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	AT couverte par le siège du FMI	
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,50	2,00	0,00	2,50	0,50	2,00	0,00	2,50		
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de vérificateurs douaniers par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douaniers et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles à posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles multi TVA programmes	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	Projet - 6ème mission (Fin) finalisation Balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité de la balance des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et de documentation comptable adaptée	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la mise en place d'un contrôle budgétaire	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature révisée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validé au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires				
										Prévues				Utilisées								
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total					
Bureau	Site	Bureau	Site																			
CAMEROUN	Statistiques Macroéconomiques	2- Comptes nationaux trimestriels	Mise en place des comptes équisés de comptes trimestriels pour les années passées	Dessaïsonalisation des comptes nationaux trimestriels	Introduire le module de dessaïsonalisation dans les comptes trimestriels du Cameroun	La série des comptes nationaux dessaïsonnée	Les comptables nationaux sont formés à la méthode de dessaïsonalisation	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Une mission de STX mise en réserve		
CAMEROUN	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	1,00	0,00	0,00	1,00	1) Contribué à la rédaction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales ; 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à y apporter; 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014				
CAMEROUN	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/formatio n sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différentes sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission confirmée pour janvier 2017		
CONGO	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités du siège du FMI	Assurer la veille et l'analyse à jour des activités du siège du FMI				T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AT couverte par le siège du FMI		
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujettis à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3	
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et les contrôles ponctuels TVA est acceptable 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	2,00	2,50	Activité anticipée en T2
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur les budgets de performance (BP) et le cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de performance (BP) et du cadre de performance	État de mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,00	1,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modifié conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Mettre en place un système simplifié de comptes nationaux	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	0,00	3,00	
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Réaliser le traitement des sources	Sources traitées	La synthèse intermédiaire est réalisée	Nombre de personnes formées	T2	1,00	0,00	2,00	3,00	1,00	0,00	2,00	3,00	1,00	0,00	2,00	3,00	
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Les comptes provisoires 2013, 2014 et 2015 sont disponibles	Le système simplifié est utilisé pour élaborer les comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	0,00	3,00	Mission Macro
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Réaliser la synthèse des comptes nationaux provisoires de 2014	Comptables nationaux formés aux travaux de synthèse	La synthèse finale est réalisée	Nombre de personnes formées	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
CONGO	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Identification des sources de données base droits constatés, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle ; analyse des données-source pour les TOFE de 2013, 14 et 15 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. centrale budget.)
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formatio n sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Fournir le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,50	2,00	2,50	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission confirmée pour novembre 2016

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et le rapport de la dette	T1	1,00		2,50	3,50	1,50	2,50	2,50	6,50	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (la CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette;
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4
GABON	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'évaluation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité dans SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités.
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la qualité du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2- Adaptation du contrôle a priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Education
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	3- Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des Comptes des rapports annuels de performance.	Méthodologie d'évaluation et d'amélioration des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement d'améliorer en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	1,00	1,00	1,00	3,00	02 au 06 Mai en liaison avec FAD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP
GABON	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de mise en place d'indicateurs économiques	Aider au calcul des indicateurs	Indicateurs calculés	Système de calcul des indicateurs est mis en place	Nombre de personnes formées	T2	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	En réserve une mission LTX en plus pour les comptes 2014

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
GABON	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	3,00	3,00	2,00	8,00	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre : Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. Centre budget; extra budget; sec. soc. et collectiv. loc.)
GABON	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)	Diffusion des SFP basées MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles et mensuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Gabon	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,00	2,00	0,00	3,00	1,50	2,00	0,00	3,50	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à s'approprier du cadre et des outils de l'AVD;
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Réorganisation de l'administration douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la réingénierie de la procédure de dédouanement en vue de son automatisé	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la reorganisation est valide et mis en œuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; l'accès des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	Activité avancée en T1. Poursuite du programme pluriannuel lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction de la gestion fiscale des grandes entreprises	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. La DGE est opérationnelle 2. De nouvelles procédures modernes sont mises en place	T1	1,00	1,00	2,00	4,00	1,00	1,00	2,00	4,00	
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. Le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME sont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,00	1,00	2,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres	Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs	1 - Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité comptable et les comptes-rendus financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,00	2,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée par le pays
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres	Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs	2 - Mission du siège financée par Africac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,00	1,00	6,00	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée par le pays Mission HQ / AFC: funded 3 personnes/ 2 semaines
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux - formation à la comptabilité nationale	Recyclage sur la méthode mise en place pour les comptes définitifs et provisoires - Rappel des concepts et définitions.	Exercices pratiques	Les comptes nationaux ont été recyclés sur les méthodes mises en place pour les comptes nationaux	Nombre de personnes formées	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	0,00	0,50	Activité décalée en T4. Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de maîtrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacités des agents en matière de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale en matière d'exonération	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des registres particuliers/dérogatoires 2. Un projet de guide de contrôle des exonérations est élaboré 3. Manuel conjoint de suivi et contrôle des exonérations douanières et fiscales	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations 1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les agents sont formés aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre opérationnel commun à la douane et aux impôts est élaboré pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "near" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission diagnostic du siège du FMI financée par Africac Centre	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "near" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,50	1,00	2,00	3,50	0,50	2,00	2,00	4,50	Activité décalée en T3. Nouveau programme pluriannuel.	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "near" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,50	2,00	2,00	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3. Nouveau programme pluriannuel.	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser les missions douanes/impôts 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôles conjoint Douane/Impôt	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA réalisés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable.	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques	La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action de comptabilité et gestion trésorerie validé	T3	2,00	1,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Selon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/M2 en RCA
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes définitifs de 2012 sont disponibles	Les comptes définitifs de 2012 sont finalisés	Nombre de personnes formées	T2	1,00	0,00	2,00	3,00	1,00	2,00	2,00	5,00	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2009-2011 sont disponibles ainsi qu'une série homogène de comptes 2005-2015	L'interpolation des comptes des années sautées est réalisée	Nombre de personnes formées	T4	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	En réserve une mission LTX en plus pour les comptes provisoires
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)	Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux formés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,50	0,00	2,50	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Missions programmée en février 2017 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Missions programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
RCA	Gestion de la Dette Publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique	Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,50	2,00	2,50	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
RDC	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par la révision du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques	Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité améliorée et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mise à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	Nouveau programme pluriannuel
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T2	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place des mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque et sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,50	2,00	0,00	2,50	0,50	2,00	0,00	2,50	Nouveau programme pluriannuel
RDC	Administration Fiscale	2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale	Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles	Mise en place des procédures de télédéclaration et de télépaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaîne de traitement des remboursements des crédits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procédures de remboursement des crédits de TVA 2. Un manuel des procédures de remboursement des crédits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des crédits de TVA	1. Gestion des remboursements des entreprises du secteur des ressources naturelles est modernisée et codifiée en vue de la mise en place des téléprocédures	1. Nouveau critère de gestion des risques de remboursement des crédits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formés aux nouvelles procédures de remboursement des crédits de TVA	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC -dérive mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Direction de la Préparation et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la loi	Validation du schéma au plan technique	T2	2,00	2,00	4,00	8,00	2,00	2,00	4,00	8,00	Réalisé en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC - Sème mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés de PAP et expérimentant les ministères de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP	T4	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	16 au 20 Mai 2016
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données des années 2007-2009 et 2011 à 2012 sont disponibles ainsi qu'une série homogène 2005-2015.	Le système est utilisé pour estimer les comptes de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	2,00	5,00	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données sources sont traitées	Formation sur le traitement des données sources.	Nombre de personnes formées	T2	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse	Nombre de personnes formées	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	1,00	0,00	2,00	3,00	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse finale des comptes	Formation sur la synthèse finale	Nombre de personnes formées	T4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Zone d'intervention	Domaine	Axe d'intervention	Résultats attendus de l'axe	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels	Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Assurer la maîtrise du système simplifié des comptes nationaux	Un système simplifié et opérationnel des comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T4	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RDC	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)	Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Discussions sur les sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,50	2,00	0,00	3,50	1,50	2,00	2,50	6,00	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics.
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,00	2,00	2,50	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Sera exécutée en T3 en cas de progrès constatés dans la mise en place du marché des titres d'Etat.
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du MF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent davantage la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	2,00	Exécutée: Visite d'imprégnation à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (cours équivalent 1 STX)
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charges d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle la suite l'analyse des risques informatiques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,00	2,00	2,00	5,00	1,00	2,00	2,00	5,00	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andrieux).
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases de contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité).
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques	Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases de contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité).
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires	Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficient de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière : élaboration de la charte de fonctionnement, des documents de séance, du projet de rapport de stabilité financière, du relevé de décisions, des supports de communication	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel et opérationnel de la stabilité financière est achevé	mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux	le comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité, non reportée en raison de la situation de blocage du projet au niveau de la RDC.
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	4- implémentation des normes IFRS / transparence financière	Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,00	2,00	2,00	5,00	1,00	2,00	2,00	5,00	Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Douman).
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	4- implémentation des normes IFRS / transparence financière	Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,00	2,00	2,00	4,00	0,00	2,00	2,00	4,00	Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Douman).
RDC	Supervision Bancaire et Stabilité Financière	4- implémentation des normes IFRS / transparence financière	Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission reportée à une date indéterminée et à reconfigurer, en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité. AFC propose à la BCC d'organiser un atelier de travail à Libreville (STX Shamim Douman) pour faire le point sur les avancées de ce projet complexe dont la réalisation se heurte à des difficultés (en attente de la réponse de la BCC au 27/10/2016).
RDC	Gestion de la Dette Publique	3- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement	Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat.	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et le bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,00	0,00	2,50	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 3 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES AU 31 OCTOBRE 2016 PAR DOMAINE
ANNEE FISCALE 2017 - MAI 2016 à AVRIL 2017
(EN PERSONNES SEMAINES)



Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 10/31/2016			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
	Siège	Site			Siège	Site		
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
Administration douanière	5,5	0,0	12,0	17,5	2,0	0,0	2,0	4,0
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
RCA	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	0,0	0,5
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
TCHAD	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	14,5	18,0	32,0	64,5	5,5	7,0	8,0	20,5
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	1,0	4,0	0,0	5,0	0,5	2,0	0,0	2,5
CONGO	1,0	2,0	2,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5	1,0	0,0	0,0	1,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	1,0	2,0	4,0
RCA	1,5	3,0	14,0	18,5	0,5	2,0	2,0	4,5
RDC	2,0	4,0	4,0	10,0	1,0	2,0	2,0	5,0
TCHAD	1,0	2,0	4,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	38,0	36,0	42,0	116,0	18,0	14,0	15,0	47,0
CEMAC	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
BURUNDI	6,0	6,0	6,0	18,0	2,0	2,0	2,0	6,0
CAMEROUN	6,0	6,0	6,0	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
GABON	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	6,0	5,0	6,0	17,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RDC	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
TCHAD	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	19,0	18,0	20,0	57,0	7,0	10,0	8,0	25,0
BURUNDI	2,0	0,0	4,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	4,0	4,0	4,0	12,0	3,0	4,0	2,0	9,0
GABON	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0	1,0	2,0	2,0	5,0
RDC	5,0	6,0	4,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0
TCHAD	3,0	2,0	4,0	9,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	20,0	18,0	16,0	54,0	10,0	9,0	8,0	27,0
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	0,0	1,0
CONGO	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GABON	4,0	2,0	2,0	8,0	3,0	3,0	2,0	8,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	4,0	4,0	2,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	18,0	27,0	22,0	67,0	8,0	9,5	9,5	27,0
BEAC	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BURUNDI	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
CAMEROUN	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	2,5	4,0	5,0	11,5	1,5	2,5	2,5	6,5
GABON	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
RCA	2,5	4,0	5,0	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0
RDC	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
TCHAD	2,5	6,0	5,0	13,5	1,5	2,0	2,5	6,0
Régulation et Supervision bancaire	20,0	21,0	23,0	64,0	4,0	6,0	12,0	22,0
COBAC	4,0	3,0	4,0	11,0	0,0	0,0	4,0	4,0
BURUNDI	9,0	10,0	7,0	26,0	2,0	0,0	2,0	4,0
RDC	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	54,5	55,5	62,5	172,5
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 10/31/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
	Siège	Site			Siège	Site		
II-SEMINAIRES ET ATELIERS								
Administration douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	2,0	2,0	1,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	2,0	1,0	3,0	6,0
Statistiques des finances publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	3,0	1,0	1,0	5,0
Gestion de la dette publique	5,0	2,0	2,0	9,0	2,0	1,0	1,5	4,5
Régulation et Supervision bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	3,0	2,0	1,0	6,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	13,0	7,0	8,5	28,5
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	67,5	62,5	71,0	201,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 3 : EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU 1er MAI AU 31 OCTOBRE 2016 PAR DOMAINE
ANNEE FISCALE 2017 - MAI 2016 à AVRIL 2017



Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de factivité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration Douanière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017 - Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention : 1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en oeuvre du programme de création du marché commun															
Résultats attendus : Mise en oeuvre du programme de création du marché commun															
REGIONAL	Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Préparer ce cadre de concertation technique pour l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières des pays membres d'AFRITAC Centre	Compte rendu de la quatrième réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous-régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	La rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres de l'AFRITAC centre a lieu en 2016 et son plan de travail pour l'année 2017 élaboré	T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité désormais jumelée avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC, AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations douanières	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaire conformes aux standards internationaux	Le projet d'actualisation du Code des douanes communautaire est lancé officiellement	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet JSA-CEMAC
Axe d'intervention : 2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales															
Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes
GABON	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité dans SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités.
GUINEE-EQUATORIALE	Réorganisation de l'administration douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en oeuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la réingénierie de la procédure de dédouanement en vue de son automatisé	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en oeuvre de la reorganisation est valide et mis en oeuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : - la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; - l'examen des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	Activité avancée en T1. Poursuite du programme pluriannuel lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus au calendrier de mise en place de SYDONIA World
RDC	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité amélioré et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système informatique douanier actualisés 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des auditeurs des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	0,00	0,50	Activité décalée en T4. Nouveau programme pluriannuel. Activités à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes

RCA	Amelioration de l'efficacite des programmes de controle de la base taxable suivant la legislation douaniere en vigueur	1. Elaborer un programme de maitrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacites des agents en matiere de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douaniere et fiscale en matiere d'exoneration	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des regimes particuliers/derogatoires 2. Un projet de guide de controle des exonérations est elabore 3. Manuel conjoint de suivi et controle des exonérations douanieres et fiscales	Mobilisation des recettes douanieres par une amelioration de l'efficacite du suivi/contrôle des exonérations	1. Un programme de controle est elabore sur la base des regles de selectivite actualisees 2. Les agents sont formes aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre operationnel commun a la douane et aux impots est elabore pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuels. Activites a mener sur terrain si les conditions de securites sont satisfaisantes	
Activites ponctuelles																	
CAMEROUN	Coordination des activites avec le siege du FMI	Assurer la veille et la mise a jour des activites du siege du FMI				T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AT couverte par le siege du FMI
CONGO	Coordination des activites avec le siege du FMI	Assurer la veille et la mise a jour des activites du siege du FMI				T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AT couverte par le siege du FMI
TCHAD	Coordination des activites avec le siege du FMI	Assurer la veille et la mise a jour des activites du siege du FMI				T4	0,50	0,00	0,00	0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	AT couverte par le siege du FMI

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017 - Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention: 1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Tous les contribuables ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,50	1,00	2,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel. Activité à mener sur terrain si les conditions de sécurité sont satisfaisantes
CAMEROUN	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre de mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,50	2,00	0,00	2,50	0,50	2,00	0,00	2,50	
CAMEROUN	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre de mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre de mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-dédouanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carrousel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4

RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	Nouveau programme pluriannuel
RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T2	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
RDC	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,50	2,00	0,00	2,50	0,50	2,00	0,00	2,50	Nouveau programme pluriannuel
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités au renforcement de la gestion fiscale des grandes entreprises	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. La DGE est opérationnelle 2. De nouvelles procédures modernes sont mises en place	T1	1,00	1,00	2,00	4,00	1,00	1,00	2,00	4,00	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME sont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,00	1,00	2,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T1	0,50	2,00	2,00	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T3	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,50	0,00	2,00	2,50	Activité anticipée en T2
RCA		Revue du système fiscal et de son administration.				T3	0,00	0,00	8,00	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission diagnostic du siège du FMI financée par Africtac Centre

RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100%. 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,50	1,00	2,00	3,50	0,50	2,00	2,00	4,50	Activité décalée en T3. Nouveau programme pluriannuel.
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100%. 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,50	2,00	2,00	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3. Nouveau programme pluriannuel.
RCA	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,50	0,00	2,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouveau programme pluriannuel
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations fiscales dans la gestion de la TVA.	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des règles fiscales communautaires	Le projet d'actualisation des directives en vue de l'harmonisation des politiques fiscales est lancé officiellement	T1	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge des questions de politique fiscale (FAD/TP)
REGIONAL	Séminaire commun AFC sur l'outil RA-FIT et la simplification des procédures de déclaration et de paiement	1. Actualiser la base RA-FIT au titre du 2ème cycle et lancement du 3ème cycle de collecte 2. Simplifier et moderniser les procédures de déclaration et de paiement des droits et taxes	1. Base RA-FIT à jour avec les données de 2014 et 2015 2. Boîte à outils et plan conjoint d'actions de simplification des procédures de déclaration et de paiement 3. Plan d'actions de bancarisation des recettes douaniers et fiscales	1. Les données essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procédures de déclaration et de paiement sont simplifiées et modernisées	1. Le taux de remplissage de la base RA-FIT est au moins égal à 75% 2. De nouvelles procédures fiscales modernes sont proposées et mise en place progressivement	T1	1,00	0,00	1,00	2,00	1,00	0,00	1,00	2,00	
REGIONAL	Séminaire sur l'intégration des missions douaniers et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude à la TVA	Renforcer la collaboration entre la douane et les impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	1. Un guide de croisement des données douaniers, fiscales et comptables 2. Un guide sur la préparation et la conduite des opérations de contrôle mixte est élaboré	La collaboration entre la douane et les impôts, en matière de prévention et d'actions de contrôle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	1. Le nombre de pays ayant signé un protocole de collaboration augmente 2. Les critères de gestion des risques douaniers et fiscaux sont mutualisés 3. Les contrôles douaniers et fiscaux sont mieux préparés et ciblent les dossiers à forts enjeux	T1	0,50	1,00	2,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T4
Axe d'intervention: 2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale															
Résultats attendus : Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles															
Programmes pluriannuels															
RDC	Mise en place des procédures de télédéclaration et de télépaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaîne de traitement des remboursements des crédits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procédures de remboursement des crédits de TVA 2. Un manuel des procédures de remboursement des crédits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des crédits de TVA	La gestion des remboursements des entreprises du secteur des ressources naturelles est modernisée et codifiée en vue de la mise en place des téléprocédures	1. Nouveaux critères de gestion des risques de remboursement des crédits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formés aux nouvelles procédures de remboursement des crédits de TVA	T2	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Activité décalée en T3

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées					
							Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017 - Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention : 6- Renforcement des capacités															
Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération															
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T1	2,00	2,00	1,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
REGIONAL	Séminaire sur le contrôle de régularité (RCA:TCHAD,CONGO BRAZZA RDC)	Améliorer le contrôle de régularité des dépenses	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des administrations chargées des contrôles	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T2	2,00	2,00	1,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
REGIONAL	FOHBAC	Favoriser l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire	Les communications délivrées et les recommandations du FOHBAC	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation des méthodes et outils budgétaires	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation).	T4	2,00	2,00	1,00	5,00	2,00	2,00	1,00	5,00	Mai 2016 Organisation du forum des hauts fonctionnaires du budget initialement prévu en Mars
REGIONAL	La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	Promouvoir la production transparente et la publication des informations financières	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-18	T3	2,00	2,00	1,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Axe d'intervention : 1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres															
Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs															
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	2,00	0,00	0,00	2,00	4,00	0,00	0,00	4,00	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale
CEMAC	2 - Participations aux activités de formation de la CEMAC (budgétaire, comptable, communauté des praticiens des FP)	Renforcer le cadre régional de gestion des finances publiques de la CEMAC	Rapport des formations ou des ateliers - feuilles de routes	Les capacités des experts et praticiens de la CEMAC sont renforcées	Nombre de participants et taux de satisfaction supérieur à 85%	T1 à T4	1,00	2,00	0,00	3,00	1,00	2,00	0,00	3,00	Participation à la 1ère Réunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale à Brazzaville et Séminaire CEMAC à Douala
GUINEE-EQUATORIALE	1 - Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité comptable et les compétences financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,00	2,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée par le pays
GUINEE-EQUATORIALE	2 - Mission du siège financée par Afritac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,00	1,00	6,00	7,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée par le pays Mission HQ / AFC funded 3 personnes/ 2 semaines
TCHAD	Projet - 4ème mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances	Assurer une meilleure classification des opérations budgétaires en recettes et en dépenses	Schéma de présentation de la nouvelle structure budgétaire de l'Etat en conformité avec la loi organique Budget de l'Etat	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Adoption de la nouvelle nomenclature et applications paramétrées	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC
TCHAD	Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité -Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes -at appui à la mise en œuvre du logiciel comptable	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - Table de passage ancien/nouveau PCE disponible	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T2	2,00	1,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TCHAD	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet .	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Evaluation du niveau de fiabilité de la comptabilité de l'Etat (suivi des indicateurs)	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T4	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Axe d'intervention : 2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel															
Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP															
BURUNDI	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle a priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de l'ensemble des dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Possibilité d' atelier et visite de terrain
BURUNDI	Projet - 5ème mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Fiabiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Possibilité d' atelier et visite de terrain
BURUNDI	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques par compte	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques

Axe d'intervention : 4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme																
Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme																
CONGO	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur les budgets de programme (BP) et le cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Etat de mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,00	1,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00	3,00	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations	
CONGO	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC portant Plan comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
GABON	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat. (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la couverture du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics	
GABON	2- Adaptation du contrôle à priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	méthodologique de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Education	
GABON	3- Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des rapports annuels de performance.	Méthodologie d'évaluation et d'examen des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement s'améliore en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	1,00	1,00	1,00	3,00	02 au 06 Mai en liaison avec FAD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP	
RDC	Projet RDC - 4ème mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Direction de la Préparation et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la loi	Validation du schéma au plan technique	T2	2,00	2,00	4,00	8,00	2,00	2,00	4,00	8,00	Réalisé en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance	
RDC	Projet RDC - 5ème mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le cadre de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés de PAP et expérimentant les budgets de programme	T4	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	1,00	16 au 20 Mai 2016 Recommandation pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP	
Axe d'intervention : 5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques																
Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)																
CAMEROUN	Projet - 6ème mission (Fin) fiabilisation Balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité de la balance des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et de documentation comptable adoptée	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
CAMEROUN	2- Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
CAMEROUN	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature rénovée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RCA	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable.	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Plan d'action validé	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RCA	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
RCA	3- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T3	2,00	1,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Selon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/M2 en RCA	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017 - Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention : 3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques															
Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP															
REGIONAL	Séminaire régional	Introduction des objectifs du travail du conseiller régional. Fournir une formation sur le cadre analytique des SFP	Une série de présentations et d'exercices pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Discussion entre les participants et mise en place d'un plan de travail pour les pays		T1	2,00	2,00	2,00	6,00	3,00	1,00	1,00	5,00	Achévé : Séminaire régional tenu à Libreville, discussions entre les participants et élaboration d'un plan d'actions pour l'adoption du MSFP 2014 par chaque pays représenté
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T4	1,00	1,00	2,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Axe d'intervention : 1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)															
Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale															
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,00	2,00	2,00	6,00	1,00	0,00	0,00	1,00	1) Contribué à la rédaction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales ; 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à y apporter; 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	3,00	3,00	2,00	8,00	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre : Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constatés ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. Centre budget, extra budget, sec. soc. et collect. loc.)
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Identification des sources de données base droits constatés, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle ; analyse des données-source pour les TOFE de 2013,14 11 15 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. centrale budget.)

RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
Axe d'intervention : 2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)															
Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques															
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,00	2,00	2,00	6,00	2,00	2,00	2,00	6,00	Discussions sur les sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles et mensuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017 - Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention : 2: Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.															
INTERREGIONAL (AFC et AFW1)	Séminaire interrégional sur l'accès au Marché International des Capitaux	Sensibilisation des pays sur les prérequis et les conditions nécessaires pour réussir les émissions sur le marché international des capitaux, la structuration de ces émissions ainsi que les risques liés à ces émissions et la gestion de ces risques.	Support de formation	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Evaluation du séminaire et le nombre de cadres formés	T1	2,50	1,00	1,00	4,50	2,00	1,00	1,50	4,50	Séminaire organisé à Abidjan avec la participation de 17 cadres de l'AFC. Le séminaire a permis aux participants de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux et de les sensibiliser sur les risques liés à l'accès et la gestion de ce type d'instrument d'endettement.
REGIONAL	Atelier régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	Permettre aux agents des bureaux de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation des risques.	Support de formation	Les cadres sont formés sur les meilleures pratiques et les techniques de risques financiers liés à la dette publique.	Evaluation de l'atelier et le nombre de cadres formés	T4	2,50	1,00	1,00	4,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Séminaire programmé en T4
BURUNDI	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et les assister à réaliser un exercice d'AVD en utilisant les données et projections économiques et financières du pays.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,00	1,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Atelier programmé en T4, à organiser à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX.
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,00	1,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Atelier programmé en T4, à organiser à AFC au profit de 6 cadres: Equivalent 1/2 STX.
CAMEROUN	Assistance/formation sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différentes sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission confirmée pour janvier 2017
CONGO, Rép	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,50	2,00	2,50	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission confirmée pour novembre 2016
CONGO, Rép	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T1	1,00		2,50	3,50	1,50	2,50	2,50	6,50	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (la CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette;
CONGO, Rép	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4
Gabon	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,00	2,00	0,00	3,00	1,50	2,00	0,00	3,50	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à s'approprier du cadre et des outils de l'AVD;
République Centrafricaine	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,50	0,00	2,50	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Missions programmée en février 2017 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
République Centrafricaine	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,50	2,00	0,00	2,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Missions programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
RDC	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur la programmation, l'émission et la gestion des adjudications.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,50	2,00	0,00	3,50	1,50	2,00	2,50	6,00	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics ;
RDC	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,00	2,00	2,50	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Sera exécutée en T3 en cas de progrès constaté dans la mise en place du marché des titres d'Etat,

RDC	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du MF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent davantage la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	2,00	Exécutée: Visite d'imprégnation à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (cout équivalent 1 STX)
TCHAD	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T3	0,50	2,00	2,50	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Formation programmée en décembre 2016
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation, outil SDMT et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	0,50	2,00	2,50	5,00	1,50	2,00	2,50	6,00	Exécutée: La direction de la dette est mieux préparée au processus d'élaboration d'une SDMT et un premier document sur les orientations générales de la stratégie de la dette a été élaboré et serait annexé à la Loi de Finances.
Axe d'intervention : 2- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement															
Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.															
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4
BURUNDI	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,50	1,00	0,00	1,50	1,00	1,00	1,00	3,00	Exécuté: Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de réformes visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres du gouvernement burundais serait amélioré (cout en équivalent 1 STX)
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,00	0,00	2,50	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4

Axe d'intervention : 1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.															
République Centrafricaine	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,50	2,00	2,50	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
TCHAD	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	formaliser les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	1,50	2,00	0,00	3,50	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission programmée en T4

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017- Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
Axe d'intervention : 0- Séminaires régionaux															
Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles															
REGIONAL	Séminaire régional sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme	Faire un benchmark des dispositifs régionaux par rapports aux standards internationaux	Supports de formation	définition d'une feuille de route pour l'ajustement des dispositifs régionaux	Compte rendu du séminaire et évaluation des participants	T1	2,00	1,00	1,00	4,00	2,00	1,00	1,00	4,00	Mission réalisée du 20 au 24 juin 2016 avec le STX Philippe Ruez.
REGIONAL	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	répondre à la demande du CSBAOC	Supports de présentation			T2	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	2,00	Mission réalisée du 22 au 26 août 2016
REGIONAL	Séminaire régional sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques	Présentation des standards internationaux et des dispositifs régionaux existants, cadrage des actions de progrès	Rapport / Supports de formation	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités régionales de supervision	Recommandations du rapport et évaluation des participants	T3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 12 au 16 décembre 2016 (animé par le LTX).
REGIONAL	Séminaire régional sur le contrôle de la maîtrise des risques opérationnels	Présentation des standards internationaux et des dispositifs régionaux existants, cadrage des actions de progrès	Rapport / Supports de formation	Définition d'une "feuille de route" pour l'ajustement des modalités régionales de supervision	Recommandations du rapport et évaluation des participants	T4	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 13 au 17 février 2017 (animé par le STX Jean-Charles Normand).
Axe d'intervention : 1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois															
Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux															
CEMAC (COBAC)	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	la QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	2,00	1,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée à la demande du SG-COBAC et remplacée par une mission de formation des nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	règlement achevé	règlement achevé	T3	2,00	2,00	2,00	6,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée à la suite de la précédente.
BURUNDI	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	la QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	1,00	1,00	1,00	3,00	1,00	0,00	1,00	2,00	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Imani). Cette mission est reprogrammée sous la forme d'un atelier à Libreville (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité), du 13 au 17 mars 2017, précédée d'une phase de travail préparatoire d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.
BURUNDI	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	règlement achevé	règlement achevé	T3	1,00	1,00	1,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée à la suite de la précédente.
BURUNDI	Révision des cadres réglementaires sur les banques systémiques et sur la résolution des crises bancaires	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger me nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,00	2,00	2,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission à replanifier en raison de la nature du sujet (pas de date prévue, STX pressenti Donat Branger). AFC va clarifier avec la BRB l'expression du besoin, puis va voir avec MCM selon quelles modalités la mission pourrait être effectuée (une division spécifique est compétente pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).
BURUNDI	Formation Bill, Bill, avec focus spécial sur pilier 2 de Bill et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidance pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission reportée à une date indéterminée en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité.
Axe d'intervention : 2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques															
Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision															
RDC	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charge d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle sur place l'analyse des risques informatiques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,00	2,00	2,00	5,00	1,00	2,00	2,00	5,00	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andries).
BURUNDI	Formation aux BCP	Développer une capacité à auditer les BCP	supports de formation	les superviseurs sont formés	évaluations des stagiaires	T3	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission planifiée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation à Libreville, en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité (animé par le LTX).

BURUNDI	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement contrôle interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les nouveaux formés aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission planifiée après le séminaire régional relatif au contrôle interne, sous la forme d'un travail à distance du LTX avec la BRB (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité), selon des modalités à définir en décembre 2016.
BURUNDI	Encadrement d'une mission transversale sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,00	2,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI au Burundi pour raison de sécurité).
CEMAC (COBAC)	Formation à la supervision basée sur les risques						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00		Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, en remplacement de la mission sur la liquidité, pour former les nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Révision du modèle de rapport de contrôle sur place des banques	modifier les rapports de contrôle en prenant en compte la SBR	projet de rapport de contrôle sur place	Le nouveau modèle est utilisé lors des inspections	Utilisation du nouveau rapport dans les missions		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00		Nouvelle mission réalisée du 13 au 24 juin 2016 (STX Alexis Boher)
CEMAC (COBAC)	Thématiques à déterminer avec le SG-COBAC	Assister le SG-COBAC dans ses projets de développement de la supervision basée sur les risques	à déterminer	à déterminer	à déterminer	T3/T4										Prévoir une ou plusieurs missions nouvelles d'assistance technique au SG-COBAC (discussions en voie d'être engagées au 27/10/2016).
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,00	2,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité).
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée et reportée à une date indéterminée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité).
Axe d'intervention : 3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires																
Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires																
BURUNDI	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyses du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	le rapport SF 2015 est publié	diffusion au public et dans la presse	T1	1,00	0,00	1,00	2,00	1,00	0,00	1,00	2,00		Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail à Libreville (STX Florian Nsaulu).
RDC	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière : élaboration de la charte de fonctionnement, des documents de séance, du projet de rapport de stabilité financière, du relevé de décisions, des supports de communication	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel et opérationnel de suivi de la stabilité financière est achevé	mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux	le comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Mission annulée (en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité), non reportée en raison de la situation de blocage du projet au niveau de la RDC.
Axe d'intervention : 4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière																
Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS																
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,00	2,00	2,00	5,00	1,00	2,00	2,00	5,00		Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,00	2,00	2,00	4,00	0,00	2,00	2,00	4,00		Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,00	0,00	2,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00		Mission reportée à une date indéterminée et à reconfigurer, en raison de la suspension des missions du FMI en RDC pour raison de sécurité. AFC propose à la BCC d'organiser un atelier de travail à Libreville (STX Shamim Doumian) pour faire le point sur les avancées de ce projet complexe dont la réalisation se heurte à des difficultés (en attente de la réponse de la BCC au 27/10/2016).

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Suivi d'exécution au 31 octobre 2016															
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,00	0,00	4,00	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
ANNEXE 4 : SEMINAIRES REGIONAUX/RENCONTRES REGIONALES/ATELIERS/TRAINING organisés entre le 1er MAI et le 31 OCTOBRE 2016
ANNEE FISCALE 2017 - MAI 2016 à AVRIL 2017



Numéro d'ordre	Titre	Bénéficiaire(s)	Domaine(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires régionaux et Rencontres Régionales							
1	Séminaire régional sur la gestion des performances, la modernisation des procédures et la gestion de l'outil d'informations financières	AFC	Gestion des Finances Publiques	22	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
2	Séminaire régional sur le thème : Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et enjeux de la coordination entre autorités	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	20	Libreville	20 au 23 Juin 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
3	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	AFC	Statistiques des Finances Publiques	27	Libreville	27 Juin au 1er Juillet 2016	Francis Gahizi Fgahizi@imf.org
4	Séminaire interrégional sur l'accès au marché des capitaux internationaux avec AFW	AFC	Gestion de la Dette Publique	47	Abidjan	18 au 22 Juillet 2016	Chaker Soltani - Csoltani@imf.org
5	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	30	Kinshasa	22 au 26 août 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
6	Séminaire régional sur l'initiation au système de comptabilité nationale de 2008	AFC	Statistiques macroéconomiques	18	Douala	17 au 21 Octobre 2016	Hubert Gbossa Hgbossa@imf.org
7	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget de l'Afrique Centrale (FOHBAC 6 ^{ème} édition)	AFC	Gestion des Finances Publiques	40	Yaoundé	25 au 28 Mai 2016	Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org
Ateliers							
1	Atelier sur le Rapport de Règlement du Budget en mode programme à la Cour des Comptes	Gabon	Gestion des Finances Publiques	20	Libreville	06 au 15 Mai 2016	Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org
2	Atelier en comptabilité publique	Burundi	Gestion des Finances Publiques	6	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
3	Atelier en régulation et supervision bancaire	Burundi	Régulation et Supervision Bancaire	6	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org